

Le message de Spinelli pour le lecteur luxembourgeois

de Giulia Vassallo

En promouvant et en finançant la traduction du *Manifeste de Ventotene* dans les diverses langues des pays membres de l'Union européenne, la Région Latium, en collaboration avec l'Université "La Sapienza" de Rome et le Comité National Altiero Spinelli, a souhaité favoriser une plus large connaissance des textes fondateurs non seulement du fédéralisme européen, mais encore de la culture de l'intégration européenne.

Le *Manifeste*, rédigé sur la petite île pontine en 1941 par le militant communiste Altiero Spinelli qui s'était converti au fédéralisme européen, par le libéral Ernesto Rossi, intellectuellement lié au socialisme de matrice britannique, et par le dirigeant du "Centre interne" du parti socialiste Eugenio Coloni, est aujourd'hui proposé au citoyen luxembourgeois dans les trois langues officielles de son pays.

Le texte, formulé dans un langage passionné et volontairement emphatique par endroits, est un produit original de la Résistance italienne, caractérisé par une extraordinaire clairvoyance historique et politique. Il suffit de penser à l'abolition des barrières douanières, à la libre circulation des marchandises et des personnes, à la défense commune, à la monnaie unique et à l'exigence de doter le vieux continent d'une constitution démocratique. Ce sont là des acquis en grande partie réalisés par l'Union européenne, en vertu notamment de l'apport intellectuel et des batailles politiques menées par Altiero Spinelli dans l'après-guerre. Quant à la constitution européenne, le sujet est de nouveau pleinement d'actualité avec le Traité constitutionnel élaboré par la Convention européenne, bien que révisé ultérieurement par le Traité de Lisbonne, aujourd'hui en cours de ratification.

Quoiqu'élaboré dans un contexte italien, puisque ses auteurs, tous opposants anti-fascistes, avaient tout particulièrement à cœur le sort de la péninsule au lendemain de la chute du régime de Mussolini, le *Manifeste de Ventotene* exprime une aspiration générale de renouvellement de la société européenne, voire mondiale pour certains aspects. Ses auteurs anticipent en effet le projet d'une action commune des forces progressistes, visant à construire une réalité inédite sur le vieux continent: les États-Unis d'Europe, qu'il s'agit de réaliser en dépassant le système des États nationaux. En effet, dans l'esprit des relégués fédéralistes, la division de l'Europe en États souverains, constamment en guerre pour conquérir leur propre "espace vital", avait inexorablement conduit à la naissance des totalitarismes, ainsi qu'à un

deuxième conflit mondial, bien plus destructeur et menaçant pour le sort de l'humanité.

C'est de ces diverses considérations angoissées que naissait l'appel à mettre en oeuvre un processus révolutionnaire, au caractère fédéraliste et non plus marxiste, susceptible d'anéantir définitivement les bases sur lesquelles s'appuyait l'appareil étatique nationaliste, tendanciellement totalitaire, défini comme "extrême centralisation et autarcie" et comme berceau du système corporatif et des "baronnies économiques" liées au pouvoir politique. À sa place, il fallait édifier un système supranational, fondé sur des institutions démocratiques communes au niveau européen, en mesure de favoriser une concrète reconstruction morale et économique et de générer un plus haut degré de civilisation, dans le but de garantir pour chaque individu la jouissance de ses libertés élémentaires.

La force des idées avancées et la conviction profondément ancrée que la contingence historique, par son caractère dramatique exceptionnel, était extraordinairement propice à mettre en place un processus de transformation radicale de l'histoire européenne, eurent également des incidences sur l'action politique entreprise par les auteurs du *Manifeste* une fois libérés, en juillet 1943, après la chute du régime mussolinien. En août de la même année, ils fondèrent à Milan, avec d'autres intellectuels et hommes politiques antifascistes, le Mouvement fédéraliste européen (Mfe), qui poursuit aujourd'hui encore son action en vue de fonder une fédération démocratique européenne. Ils commencèrent par ailleurs à nouer des relations de plus en plus étroites avec les autres groupes européens qui s'étaient constitués sur le continent pendant les années de la Résistance, afin de créer un mouvement pour l'unité européenne le plus large et le plus transversal possible.

Altiero Spinelli, plus que tout autre, fut au coeur d'un vaste réseau d'intenses contacts entre les personnalités majeures de la scène européenne. Au nombre de ses interlocuteurs et correspondants luxembourgeois, il convient de rappeler Arthur Calteux, membre influent de l'Union européenne des fédéralistes (Uef), Henri Koch de l'Union fédérale, Gordian Troeller du Mouvement fédéraliste luxembourgeois et le futur président de la Commission européenne, Gaston Thorn.

Les relations entre Altiero Spinelli et Joseph Bech, tous deux passés à l'histoire en tant que « pères de l'Europe », furent bien plus complexes. Spinelli reconnaissait en effet à l'alors ministre des Affaires Étrangères du Grand Duché le mérite d'avoir inscrit le Luxembourg au rang des États fondateurs de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (Ceca). Qui plus est, il l'appréciait pour avoir réclaté haut et fort que son pays puisse accueillir la Haute Autorité, confirmant ainsi la totale disponibilité du petit État à mener à

bien et à promouvoir le projet communautaire. Néanmoins, lors de la fondation de la Communauté économique européenne (Cee), il ne pouvait ignorer le fait que Bech avait collaboré avec ses homologues belge et hollandais, Paul-Henri Spaak et Johan Willem Beyen, à la fondation d'une institution de nature typiquement fonctionnaliste qui, dans l'optique de Spinelli, n'était qu'une "farce" pour tous ceux qui avaient oeuvré pour une Europe supranationale qu'il s'agissait de promouvoir grâce à une participation populaire et un système constituant.

Tout d'abord déçu par l'"échec" des Traités de Rome, puis convaincu de la validité des Communautés européennes, "Ulysse", après une pause de réflexion, décida d'oeuvrer directement au sein des nouvelles institutions, en vue de les orienter vers une perspective fédéraliste. De 1970 à 1975, il fut en effet commissaire européen, avant d'être élu en 1976 au Parlement de Strasbourg. C'est en sa qualité de parlementaire, notamment après les élections au suffrage universel direct (juin 1979) et jusqu'à sa mort en mai 1986, que le vieil antifasciste aurait témoigné avec originalité de sa capacité à concilier stratégie politique et esprit révolutionnaire: le résultat le plus important de son action, au plan dirons-nous historique, a sans doute été l'approbation de la part de l'assemblée, le 14 février 1984, du Projet de traité d'Union européenne, un pré-supposé essentiel des ultérieurs développements, qu'il s'agisse de l'Acte unique européen ou des traités les plus récents.

En conclusion, il est important qu'en un moment si délicat et si décisif pour l'histoire de l'Union, les citoyens européens puissent avoir l'occasion de réfléchir au message véhiculé par le *Manifeste de Ventotene*, un texte digne d'être étudié pour sa clairvoyance politique, pour la prégnance de son langage, pour sa valeur profondément humaine de témoignage et pour l'idéal qui anime de manière passionnée chacune de ses pages.

Spinelli Botschaft für den Luxemburger Leser

von Giulia Vassallo

Mittels Finanzierung der Übersetzung des *Manifests von Ventotene* in die Sprachen der Mitgliedsstaaten der Europäischen Union will die Region Latium unter Mitwirkung der Universität „La Sapienza“, Rom, und des Komitees zur Feier des hundertsten Geburtstags von Altiero Spinelli eine weitere Verbreitung eines der wichtigsten Texte des europäischen Föderalismus und der Kultur der europäischen Integrationsgedankens sicherstellen.

Das auf der kleinen Insel Ventotene 1941 von dem ehemals kommunistischen dann zum europäischen Föderalismus konvertierten Altiero Spinelli, von dem Liberalen Ernesto Rossi (der dem Sozialismus britischer Ausprägung verpflichtet war) und vom Direktor des „inneren Kreises“ der sozialistischen Partei Italiens Eugenio Colorni verfasste *Manifest* wird jetzt dem luxemburgischen Leser in den drei offiziellen Staatssprachen dargeboten. Der phasenweise von gewollt leidenschaftlicher Sprache und bewusst emphatischem Stil gekennzeichnete Text stellt ein Originalprodukt der italienischen Widerstandsbewegung gegen die Faschisten dar, das von außergewöhnlicher historisch- politischer Weitsichtigkeit zeugt. Man denke nur an folgende Themen: die Abschaffung der Zollgrenzen, der freie Verkehr von Waren und Personen, die gemeinsame Verteidigung, die gemeinsame Währung und die Notwendigkeit, dem alten Kontinent eine demokratische Verfassung zu geben. Das sind allesamt Punkte, die zum größten Teil von der Europäischen Union erreicht worden sind, auch dank der intellektuellen Starthilfe und der politischen Kämpfe, die Altiero Spinelli im Verlauf der Nachkriegszeit geführt hat. Was die europäische Verfassung betrifft, so wäre dieses Thema durch den vom Europäischen Konvent ausgearbeiteten Vertrag über eine Verfassung für Europa wieder von brennender Aktualität, der aber in der Folge vom heute zu ratifizierenden Vertrag von Lissabon wieder eingeschränkt worden ist.

In einer italienischen Umgebung ausgearbeitet – den Autoren, allesamt Faschismus- Gegner, lag vor allem das Schicksal der italienischen Halbinsel nach dem Sturz des Mussolini-Regimes am Herzen – zeichnet sich das *Manifest von Ventotene* doch durch einen allgemeinen Drang zur Erneuerung der europäischen und in einem gewissen Sinn weltweiten Gesellschaft aus. Seine Autoren nehmen in der Tat eine gemeinsame Aktion der progressiven Kräfte für die Konstruktion einer völlig neuen Realität auf dem alten Kontinent vorweg, nämlich die Vereinigten Staaten von Europa, die durch das

Überwinden des Systems der Nationalstaaten entstehen sollten. Nach Meinung der föderalistischen Verbannten hat die Aufteilung Europas in souveräne Staaten, die untereinander dauernd gegenseitig um die Eroberung des eigenen „Lebensraums“ streiten, unausweichlich zur Geburt der totalitären Regime und zu einem zweiten, noch zerstörerischen Weltkrieg geführt, der der gesamten Menschheit gefährlich wurde.

Aus diesen angstvollen Überlegungen entstand der Aufruf zu einem nicht mehr marxistisch sondern föderalistisch geprägten revolutionären Prozess, der die Grundlagen, auf denen der nationalistische, tendenziell totalitäre Staatsapparat geruht hatte, endgültig beseitigen sollte. Ein Staat, der „den Gipfel der Zentralisierung und der Autarkie“ darstellte, sowie die Wiege des korporativen Systems und der „wirtschaftlichen Machtmissbräuche“, die an die politische Macht gebunden waren. An seine Stelle sollte stattdessen eine übernationale, auf europäischer Ebene verankerte und auf demokratischen Institutionen beruhende Ordnung treten, der es gelingen sollte, einen konkreten moralischen und wirtschaftlichen Wiederaufbau zu fördern und außerdem eine höhere Zivilisation zu bedingen, um die vollständige Freiheit der einzelnen Individuen zu garantieren.

Die Kraft der Ideen und die feste Überzeugung, dass der historische Moment gerade wegen seiner dramatischen Außergewöhnlichkeit unglaublich geeignet sei, um einen radikalen Umformungsprozess in der europäischen Geschichte einzuleiten, wirkte sich auch auf die von den Verfassern des *Manifests* unternommenen politischen Schritte aus, sobald sie im Juli 1943 nach dem Fall des Mussolini-Regimes erst einmal aus der Verbannung befreit worden waren. Im August desselben Jahres gründeten sie in Mailand zusammen mit anderen antifaschistischen Intellektuellen und Politikern das „Movimento federalista europeo“ (Mfe), das sich auch heute noch für die demokratische Föderation von Europa einsetzt. Außerdem begannen sie mit den anderen europafreundlichen Gruppen immer engere Verbindungen zu knüpfen, die auf dem Kontinent während der Zeit des Widerstands entstanden waren, um eine Bewegung für die Europäische Vereinigung zu schaffen, die so groß und umfassend wie möglich sein sollte. Altiero Spinelli stand mehr als die anderen im Zentrum eines weiten und intensiven Austausches mit bedeutenden Persönlichkeiten auf der europäischen Bühne. Unter seinen Gesprächspartnern und Korrespondenten in Luxemburg soll hier an Arthur Calteux erinnert werden, verdienstes Mitglied des Europäischen Zusammenschlusses der Föderalisten (Unione europea dei federalisti, Uef), an Henri Koch von der „Union fédérale“, Gordian Troeller vom „Mouvement fédéraliste luxembourgeois“, sowie an den künftigen Präsidenten der Europäischen Union, Gaston Thorn.

Wesentlich komplexer waren die Beziehungen zwischen Spinelli und Joseph Bech, die beide in die Geschichte eingingen als „Gründerväter Europas“. Tatsächlich hatte der damals als Außenminister des Großfürstentums tätige Bech in den Augen Altieros das Verdienst, Luxemburg zu einem der Gründerstaaten der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS) zu machen. Außerdem schätzte Spinelli ihn, weil Bech laut gefordert hatte, sein Land sollte die Hohe Behörde beherbergen und damit die vollständige Disponibilität des kleinen Staates klargestellt hatte, das europäische Projekt voranzutreiben und zu fördern. Jedoch konnte Spinelli die Tatsache nicht übersehen, dass Bech im Moment der Entstehung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) mit seinen belgischen und holländischen Kollegen Paul-Henri Spaak und Johan Willem Beyen an der Gründung einer Institution von ausgeprägt funktionalistischem Charakter gearbeitet hatte, was nach Ansicht Spinellis einen „Hohn“ für alle diejenigen darstellte, die sich für ein übernationales Europa eingesetzt hatten, das durch Volksbeteiligung und verfassungsgebende Methode zustande kommen sollte.

Anfänglich verbittert über den „Rückschlag“ der Römischen Verträge, aber dann doch vom Wert der Europäischen Gemeinschaften überzeugt, entschied sich „Ulisse“ nach einer Denkpause dafür, sich direkt im Inneren der neuen Institutionen zu engagieren, um sie trotz allem in Richtung einer föderalistische Perspektive zu lenken. Von 1970 bis 1975 war er also Europakommissar, danach arbeitete er ab 1976 im Parlament von Straßburg. In dieser Funktion hat der ehemalige Verbannte vor allem nach den allgemeinen direkten Wahlen (Juni 1979) und bis zu seinem Tod im Mai 1986 seine außergewöhnliche Fähigkeit bewiesen, politische Taktik und revolutionären Geist zu verbinden: Das wichtigste und epochemachende Ergebnis seines Wirkens war am 14. Februar 1984 die Zustimmung des europäischen Parlaments zum Projekt für einen Vertrag für Europa, eine notwendige Vorbedingung für alle weiteren Entwicklungen von der einheitlichen europäischen Akte bis zu den heutigen Verträgen.

Kurz: Es ist wichtig, dass die europäischen Bürger in einem so delikaten und entscheidenden Moment der Geschichte der Union die Möglichkeit haben, über die Botschaft des *Manifests von Ventotene* nachzudenken, einem Text, der es aufgrund seiner politischen Voraussicht, der Prägnanz seiner Sprache, seiner Aussagekraft als Zeugnis der Menschheit und der Leidenschaft für das Ideal, die jede einzelne Seite durchzieht, wert ist gelesen zu werden.

Spinelli Botschaft für den Luxemburger Leser

von Giulia Vassallo

Mittels Finanzierung der Übersetzung des *Manifests von Ventotene* in die Sprachen der Mitgliedsstaaten der Europäischen Union will die Region Latium unter Mitwirkung der Universität „La Sapienza“, Rom, und des Komitees zur Feier des hundertsten Geburtstags von Altiero Spinelli eine weitere Verbreitung eines der wichtigsten Texte des europäischen Föderalismus und der Kultur der europäischen Integrationsgedankens sicherstellen.

Das auf der kleinen Insel Ventotene 1941 von dem ehemals kommunistischen dann zum europäischen Föderalismus konvertierten Altiero Spinelli, von dem Liberalen Ernesto Rossi (der dem Sozialismus britischer Ausprägung verpflichtet war) und vom Direktor des „inneren Kreises“ der sozialistischen Partei Italiens Eugenio Colorni verfasste *Manifest* wird jetzt dem luxemburgischen Leser in den drei offiziellen Staatssprachen dargeboten. Der phasenweise von gewollt leidenschaftlicher Sprache und bewusst emphatischem Stil gekennzeichnete Text stellt ein Originalprodukt der italienischen Widerstandsbewegung gegen die Faschisten dar, das von außergewöhnlicher historisch- politischer Weitsichtigkeit zeugt. Man denke nur an folgende Themen: die Abschaffung der Zollgrenzen, der freie Verkehr von Waren und Personen, die gemeinsame Verteidigung, die gemeinsame Währung und die Notwendigkeit, dem alten Kontinent eine demokratische Verfassung zu geben. Das sind allesamt Punkte, die zum größten Teil von der Europäischen Union erreicht worden sind, auch dank der intellektuellen Starthilfe und der politischen Kämpfe, die Altiero Spinelli im Verlauf der Nachkriegszeit geführt hat. Was die europäische Verfassung betrifft, so wäre dieses Thema durch den vom Europäischen Konvent ausgearbeiteten Vertrag über eine Verfassung für Europa wieder von brennender Aktualität, der aber in der Folge vom heute zu ratifizierenden Vertrag von Lissabon wieder eingeschränkt worden ist.

In einer italienischen Umgebung ausgearbeitet – den Autoren, allesamt Faschismus- Gegner, lag vor allem das Schicksal der italienischen Halbinsel nach dem Sturz des Mussolini-Regimes am Herzen – zeichnet sich das *Manifest von Ventotene* doch durch einen allgemeinen Drang zur Erneuerung der europäischen und in einem gewissen Sinn weltweiten Gesellschaft aus. Seine Autoren nehmen in der Tat eine gemeinsame Aktion der progressiven Kräfte für die Konstruktion einer völlig neuen Realität auf dem alten Kontinent vorweg, nämlich die Vereinigten Staaten von Europa, die durch das

Überwinden des Systems der Nationalstaaten entstehen sollten. Nach Meinung der föderalistischen Verbannten hat die Aufteilung Europas in souveräne Staaten, die untereinander dauernd gegenseitig um die Eroberung des eigenen „Lebensraums“ streiten, unausweichlich zur Geburt der totalitären Regime und zu einem zweiten, noch zerstörerischen Weltkrieg geführt, der der gesamten Menschheit gefährlich wurde.

Aus diesen angstvollen Überlegungen entstand der Aufruf zu einem nicht mehr marxistisch sondern föderalistisch geprägten revolutionären Prozess, der die Grundlagen, auf denen der nationalistische, tendenziell totalitäre Staatsapparat geruht hatte, endgültig beseitigen sollte. Ein Staat, der „den Gipfel der Zentralisierung und der Autarkie“ darstellte, sowie die Wiege des korporativen Systems und der „wirtschaftlichen Machtmissbräuche“, die an die politische Macht gebunden waren. An seine Stelle sollte stattdessen eine übernationale, auf europäischer Ebene verankerte und auf demokratischen Institutionen beruhende Ordnung treten, der es gelingen sollte, einen konkreten moralischen und wirtschaftlichen Wiederaufbau zu fördern und außerdem eine höhere Zivilisation zu bedingen, um die vollständige Freiheit der einzelnen Individuen zu garantieren.

Die Kraft der Ideen und die feste Überzeugung, dass der historische Moment gerade wegen seiner dramatischen Außergewöhnlichkeit unglaublich geeignet sei, um einen radikalen Umformungsprozess in der europäischen Geschichte einzuleiten, wirkte sich auch auf die von den Verfassern des *Manifests* unternommenen politischen Schritte aus, sobald sie im Juli 1943 nach dem Fall des Mussolini-Regimes erst einmal aus der Verbannung befreit worden waren. Im August desselben Jahres gründeten sie in Mailand zusammen mit anderen antifaschistischen Intellektuellen und Politikern das „Movimento federalista europeo“ (Mfe), das sich auch heute noch für die demokratische Föderation von Europa einsetzt. Außerdem begannen sie mit den anderen europafreundlichen Gruppen immer engere Verbindungen zu knüpfen, die auf dem Kontinent während der Zeit des Widerstands entstanden waren, um eine Bewegung für die Europäische Vereinigung zu schaffen, die so groß und umfassend wie möglich sein sollte. Altiero Spinelli stand mehr als die anderen im Zentrum eines weiten und intensiven Austausches mit bedeutenden Persönlichkeiten auf der europäischen Bühne. Unter seinen Gesprächspartnern und Korrespondenten in Luxemburg soll hier an Arthur Calteux erinnert werden, verdienstes Mitglied des Europäischen Zusammenschlusses der Föderalisten (Unione europea dei federalisti, Uef), an Henri Koch von der „Union fédérale“, Gordian Troeller vom „Mouvement fédéraliste luxembourgeois“, sowie an den künftigen Präsidenten der Europäischen Union, Gaston Thorn.

Wesentlich komplexer waren die Beziehungen zwischen Spinelli und Joseph Bech, die beide in die Geschichte eingingen als „Gründerväter Europas“. Tatsächlich hatte der damals als Außenminister des Großfürstentums tätige Bech in den Augen Altieros das Verdienst, Luxemburg zu einem der Gründerstaaten der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS) zu machen. Außerdem schätzte Spinelli ihn, weil Bech laut gefordert hatte, sein Land sollte die Hohe Behörde beherbergen und damit die vollständige Disponibilität des kleinen Staates klargestellt hatte, das europäische Projekt voranzutreiben und zu fördern. Jedoch konnte Spinelli die Tatsache nicht übersehen, dass Bech im Moment der Entstehung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) mit seinen belgischen und holländischen Kollegen Paul-Henri Spaak und Johan Willem Beyen an der Gründung einer Institution von ausgeprägt funktionalistischem Charakter gearbeitet hatte, was nach Ansicht Spinellis einen „Hohn“ für alle diejenigen darstellte, die sich für ein übernationales Europa eingesetzt hatten, das durch Volksbeteiligung und verfassungsgebende Methode zustande kommen sollte.

Anfänglich verbittert über den „Rückschlag“ der Römischen Verträge, aber dann doch vom Wert der Europäischen Gemeinschaften überzeugt, entschied sich „Ulisse“ nach einer Denkpause dafür, sich direkt im Inneren der neuen Institutionen zu engagieren, um sie trotz allem in Richtung einer föderalistische Perspektive zu lenken. Von 1970 bis 1975 war er also Europakommissar, danach arbeitete er ab 1976 im Parlament von Straßburg. In dieser Funktion hat der ehemalige Verbannte vor allem nach den allgemeinen direkten Wahlen (Juni 1979) und bis zu seinem Tod im Mai 1986 seine außergewöhnliche Fähigkeit bewiesen, politische Taktik und revolutionären Geist zu verbinden: Das wichtigste und epochemachende Ergebnis seines Wirkens war am 14. Februar 1984 die Zustimmung des europäischen Parlaments zum Projekt für einen Vertrag für Europa, eine notwendige Vorbedingung für alle weiteren Entwicklungen von der einheitlichen europäischen Akte bis zu den heutigen Verträgen.

Kurz: Es ist wichtig, dass die europäischen Bürger in einem so delikaten und entscheidenden Moment der Geschichte der Union die Möglichkeit haben, über die Botschaft des *Manifests von Ventotene* nachzudenken, einem Text, der es aufgrund seiner politischen Voraussicht, der Prägnanz seiner Sprache, seiner Aussagekraft als Zeugnis der Menschheit und der Leidenschaft für das Ideal, die jede einzelne Seite durchzieht, wert ist gelesen zu werden.

Préface

d'Eugenio Colorni (Rome 1944)

Les présents écrits ont été élaborés et rédigés sur l'île de Ventotene, au cours des années 1941-1942. C'est dans ce climat d'exception, à travers les mailles d'une rigoureuse discipline, par le canal d'une information que l'on tentait au moyen de mille ruses de rendre la plus complète possible, que quelques esprits - partagés entre un sentiment de tristesse dû à l'inertie forcée et l'attente impatiente d'une prochaine libération - mûrissaient une nouvelle réflexion sur l'ensemble des problématiques qui avaient été à l'origine aussi bien de l'action menée que du comportement adopté dans la lutte.

L'éloignement de la vie politique concrète offrait l'occasion d'un regard plus détaché, de même qu'il invitait à revoir les positions traditionnelles en s'interrogeant sur les échecs passés, dont les raisons étaient moins à rechercher dans les erreurs d'ordre technique de stratégie parlementaire ou révolutionnaire, ou encore dans l'"immaturité" globale de la situation, que dans les maladresses de l'organisation générale et dans la lutte engagée selon les lignes de rupture habituelles sans tenir suffisamment compte des nouvelles modalités qui étaient en train de transformer la réalité.

Pour s'apprêter à combattre efficacement la grande bataille qui s'annonçait dans un avenir fort proche, il fallait non seulement corriger les erreurs du passé, mais encore reformuler les termes des diverses problématiques politiques, en ayant l'esprit libre de tout préjugé doctrinal et de toute mythologie de parti.

C'est ainsi que, dans l'esprit de quelques-uns, a fait son chemin l'idée que la contradiction fondamentale, à l'origine des crises, des guerres et des injustices qui affligent notre société, tient à l'existence d'États souverains, géographiquement, économiquement et militairement affermis, qui considèrent les autres États comme des rivaux ou de potentiels ennemis et qui instaurent les uns par rapport aux autres des relations de *perpetuo bellum omnium contra omnes*. Certes, l'idée n'était nullement inédite en soi. Mais, dans le contexte et les circonstances où elle voyait le jour, elle prenait une allure de nouveauté. À cela, plusieurs raisons:

1) Tout d'abord, la solution internationaliste, commune aux programmes de tous les partis politiques progressistes, est considérée dans une certaine mesure par ces mêmes partis comme la conséquence obligée et quasi automatique de la réalisation des objectifs que chacun d'eux s'est fixés. Les

démocrates estiment que la mise en place, dans chaque pays, du régime qu'ils préconisent, favoriserait sûrement la naissance d'une conscience unitaire qui, tout en permettant d'abolir les frontières culturelles et mentales, devrait être le préambule indispensable d'après eux à une libre union entre les peuples, y compris dans les domaines politique et économique. Les socialistes, quant à eux, pensent que l'instauration, dans les différents États, de régimes fondés sur une didacture du prolétariat conduirait de par leur nature à un État collectiviste international.

Or, une analyse du concept moderne d'État, tenant compte de l'ensemble des intérêts et des sentiments nationaux, montre clairement que les analogies entre les régimes, susceptibles de faciliter des rapports d'amitié et de collaboration entre les États, ne sont pas une garantie d'unification automatique, quand bien même progressive, tant que perdureront des intérêts et des sentiments collectifs liés au maintien d'une unité circonscrite à l'intérieur des frontières nationales. L'histoire nous a appris que des sentiments chauvinistes et des intérêts protectionnistes peuvent amener deux démocraties à l'antagonisme et au conflit. De même, rien n'oblige un État socialiste riche à accepter de mettre en commun ses propres ressources avec un autre État socialiste beaucoup plus pauvre, pour le simple fait que tous deux sont régis par des systèmes politiques analogues.

L'abolition des frontières politiques et économiques entre les États ne ressortit donc pas nécessairement à l'instauration, dans tous les États à la fois, d'un même régime donné. C'est en réalité un problème à part qui demande à être affronté selon les modalités qui lui sont propres. Certes, on ne peut pas être des socialistes authentiques sans être dans le même temps internationalistes. Mais on l'est en vertu d'un lien idéologique, plus que par nécessité politique et économique, si bien que la victoire socialiste dans chaque État n'aboutit pas forcément à un État international.

2) Ensuite, ce qui amenait à renforcer de manière autonome la thèse fédéraliste était le fait que les partis politiques existants, liés à un passé de luttes engagées à un niveau national, sont habitués, par coutume et par tradition, à poser toutes les problématiques en partant du présupposé implicite qu'est l'existence de l'État national et à considérer les problématiques relatives à une organisation internationale comme des questions de «politique étrangère» qu'il convient de résoudre par la voie diplomatique et par le biais d'accords entre les divers gouvernements. Cette attitude est à la fois la cause et la conséquence de l'attitude évoquée plus haut, selon laquelle on considère qu'après avoir pris les rênes du pouvoir, l'accord et l'union entre régimes ayant des affinités sont naturels, sans que soit nécessaire un combat politique expressément engagé dans ce but.

Dans l'esprit des auteurs des textes ici rassemblés, s'est au contraire profondément ancrée la conviction que la question d'un système international ne peut devenir la question centrale de notre époque historique et être tenue pour un préliminaire obligé dans la résolution de tous les problèmes institutionnels, économiques et sociaux qui s'imposent à notre société, qu'à l'inéluctable condition de prendre en compte tous les aspects qu'impliquent les divergences politiques internes et les choix de chaque parti, y compris au plan des tactiques et des stratégies adoptées dans la lutte quotidienne. Toutes les problématiques, qu'il s'agisse de libertés constitutionnelles, de lutte des classes, de planification, de prise du pouvoir et d'exercice du pouvoir, bénéficient d'un éclairage nouveau si elles sont examinées en partant du principe que l'objectif prioritaire est la réalisation d'un système unitaire international. Les stratégies politiques, le fait de soutenir telle ou telle autre force en jeu et d'intensifier tel ou tel autre mot d'ordre, revêt des aspects bien différents selon que le but envisagé est la prise du pouvoir et la mise en place de réformes dans chacun des États nationaux ou la création des conditions économiques, politiques et morales fondamentales en vue d'instaurer un système fédéral qui puisse intéresser l'ensemble du continent.

3) La dernière raison - et sans doute la plus importante - dépend du fait que l'idéal d'une fédération européenne, en tant que prélude à une fédération mondiale, pouvant paraître encore une lointaine utopie il y a quelques années de cela, se présente aujourd'hui, à la fin de la guerre, comme un but réalisable, presque à portée de la main. Le total bouleversement que ce conflit a provoqué pour les populations de tous les pays soumis à l'occupation allemande, la nécessité de reconstruire sur de nouvelles bases une économie détruite dans sa presque totalité et de remettre à l'ordre du jour la question des frontières politiques, des barrières douanières, des minorités ethniques, etc., la singularité de cette guerre où l'élément national a été si souvent exas péré par la composante idéologique, où on a vu des États plus petits renoncer en grande partie à leur souveraineté au profit des États les plus forts et où les fascistes ont remplacé le concept d'«espace vital» par celui d'«indépendance nationale»: tous ces éléments rendent plus que jamais actuel, dans l'après-guerre, le problème de l'organisation d'un fédéralisme européen.

Pour des raisons tant économiques qu'idéologiques, le fédéralisme pourra intéresser des forces issues de toutes les classes sociales. On s'en approchera aussi bien par la voie diplomatique que par des manifestations populaires, en promouvant d'une part au sein des classes cultivées une réflexion sur les problèmes relatifs au fédéralisme et, de l'autre, en provoquant une conjoncture révolutionnaire qui, une fois établie, rendra impossible tout retour en arrière; en cherchant d'une part à influencer les classes dirigeantes des États victorieux et,

de l'autre, en agitant dans les pays vaincus le mot d'ordre proclamant que seule une Europe libre et unie peut leur assurer le salut et leur éviter les dramatiques conséquences de la défaite.

Notre Mouvement est né de ces exigences. La prééminence et l'antériorité de ce problème par rapport à tous ceux qui s'imposent en cette époque que nous nous apprêtons à vivre, la certitude que, si nous laissons la situation se figer dans les vieux moules nationalistes, l'occasion sera perdue pour toujours et que ni la paix ni aucun bonheur durable ne seront possibles pour notre continent, nous ont poussé à vouloir créer une organisation autonome, chargée de promouvoir l'idée d'une Fédération Européenne en tant qu'objectif réalisable dans l'immédiat après-guerre.

Nous n'ignorons pas les difficultés d'un tel projet, ainsi que la puissance des forces qui opèrent en sens contraire. Mais c'est aussi la première fois que ce problème est selon nous placé à l'ordre du jour de la lutte politique, non pas comme un lointain idéal, mais comme un besoin tragique et urgent.

Notre Mouvement, qui vit désormais depuis près de deux ans dans une clandestinité rendue extrêmement difficile par l'oppression fasciste et nazie, dont les membres proviennent des rangs de l'antifascisme et sont tous engagés dans la lutte armée pour la liberté, et qui a déjà payé son lourd tribut de prisonniers pour la cause commune, n'est pas et ne veut pas être un parti politique. Comme il l'a toujours plus nettement démontré, notre mouvement veut agir sur les différents partis politiques et au sein de chacun d'eux, non seulement pour en accentuer la composante internationaliste, mais aussi et surtout pour que tous les problèmes de la vie politique soient appréhendés à partir de ce nouveau point de vue auxquels ils ont été si peu habitués jusqu'à présent.

Nous ne sommes pas un parti politique car, même si nous avons soin de promouvoir la réflexion sur l'organisation institutionnelle, économique et sociale de la Fédération Européenne et que nous prenons part activement à la lutte pour sa réalisation, notamment en essayant d'identifier les forces qui pourront agir en sa faveur dans la future conjoncture politique, nous ne voulons pas nous prononcer officiellement sur des questions d'ordre institutionnel, sur le degré plus ou moins élevé de collectivisation économique ou de décentralisation administrative, etc. qui devront caractériser le futur système fédéral. Nous préférons que ces problèmes soient amplement et librement débattus au sein de notre mouvement et que toutes les tendances politiques, de l'aile communiste à l'aile libérale, y soient représentées. De fait, nos adhérents militent presque tous dans un des partis politiques progressistes et tous s'accordent pour promouvoir les principes qu'ils considèrent comme les principes élémentaires d'une Fédération Européenne libre, fondée sur aucune

hégémonie ni sur aucun régime totalitaire et dotée de structures suffisamment solides pour ne pas être réduite à une simple Société des Nations. Ces principes peuvent se résumer par les points suivants: armée fédérale commune, unité monétaire, abolition des barrières douanières et des restrictions à la circulation des individus ressortissants des États membres de la Fédération, représentation directe des citoyens aux assemblées fédérales, politique étrangère commune.

Au cours de ses deux années d'existence, notre Mouvement s'est largement étendu aux groupes et aux partis politiques antifascistes. Parmi eux, certains nous ont publiquement exprimé leur adhésion et sympathie. D'autres ont sollicité notre collaboration à l'établissement de leurs programmes. Et il n'est pas prétentieux de dire que si les problèmes de la Fédération Européenne sont si souvent traités dans la presse clandestine, le mérite nous en revient en partie. Notre journal «L'Unità Europea» suit avec attention les événements de politique intérieure et internationale et prend position sur ces questions avec une totale indépendance de jugement.

Les présents écrits, fruit des idées qui ont donné naissance à notre Mouvement, n'expriment toutefois que les points de vue de leurs auteurs. Ils ne constituent donc en aucune manière une prise de position du Mouvement lui-même. Ils veulent offrir des sujets de discussion à tous ceux qui veulent entamer une nouvelle réflexion sur l'ensemble des problèmes liés à la vie politique internationale, en tenant compte des expériences idéologiques et politiques les plus récentes, des tout derniers résultats fournis par les experts économiques, des perspectives pour l'avenir les plus sensées et les plus raisonnables, qui seront bientôt complétés par d'autres études ou analyses. Notre souhait est que ces réflexions puissent susciter une effervescence d'idées et apporter, en ce climat embrasé par l'urgence de l'action, les éclairages nécessaires pour que notre action soit toujours plus déterminée, consciente et responsable.

Le Mouvement italien pour la fédération européenne
Rome, le 22 janvier 1944

Pour une Europe libre et unie. Projet d'un Manifeste Ventotene, 1941

Altiero Spinelli, Ernesto Rossi

I. La Crise de la Civilisation Moderne

La civilisation moderne a choisi comme fondement le principe de la liberté, en vertu duquel l'homme ne doit pas être pour autrui un simple instrument mais une entité de vie autonome. Eu égard à ce code, un processus historique grandiose s'est mis en place à tous les niveaux de la vie sociale qui ne s'y conformaient pas.

1) On a affirmé, pour toutes les nations, le droit à se constituer en États indépendants. Tout peuple, avec ses caractéristiques ethniques, géographiques, linguistiques et historiques propres, devait pouvoir trouver dans l'organisme de l'État dûment créé, suivant sa propre conception de la vie politique, un instrument apte à satisfaire au mieux ses exigences, en toute indépendance, sans aucune intervention étrangère. L'idéologie de l'indépendance nationale a été un puissant levain de progrès: elle a permis de dépasser les chauvinismes mesquins pour ouvrir à une plus vaste solidarité contre l'oppression des dominateurs étrangers; elle a levé bon nombre d'obstacles qui empêchaient la circulation des individus et des marchandises; à l'intérieur des frontières de chaque nouvel État, elle a étendu les institutions et les systèmes d'organisation des pays les plus avancés à ceux qui l'étaient le moins. Mais telle idéologie portait en son sein les germes de l'impérialisme capitaliste que notre génération a vu se développer jusqu'à former des États totalitaires et déchaîner des guerres mondiales.

La nation n'est plus considérée à présent comme le produit historique de la cohabitation entre individus qui, parvenus au terme d'un long processus à une plus grande unité de moeurs et d'aspirations, trouvent dans l'État la forme

la plus efficace d'organisation de leur vie collective au sein de la société. La nation est devenue au contraire une entité divine, un organisme qui ne doit penser qu'à son existence et à son développement, sans se soucier le moins du monde des dommages que pourraient en subir les autres. La souveraineté absolue a conduit les États nationaux à accroître leur volonté de domination, chacun se sentant menacé par la puissance des autres et considérant comme son «espace vital» des territoires de plus en plus vastes, susceptibles de lui permettre de se mouvoir librement et de lui garantir ses propres moyens de subsistance sans dépendre d'autrui. Dans ces circonstances, seule l'hégémonie de l'État le plus fort sur tous les autres États qui lui seraient asservis pourrait enrayer cette volonté de domination.

Ainsi, de garant de la liberté des citoyens, l'État s'est-il transformé en maître à l'égard de sujets qu'il tient à son service et sur lesquels il exerce toutes les facultés étant en son pouvoir pour porter au maximum leur efficacité guerrière. Même durant les périodes de paix - considérées comme des pauses nécessaires pour préparer d'autres guerres inévitables -, la volonté des milieux militaires prédomine désormais dans de nombreux pays sur celle des civils et rend de plus en plus difficile un fonctionnement libre des organisations politiques. L'école, les secteurs scientifiques, les systèmes de production, l'administration doivent principalement contribuer à renforcer le potentiel de guerre. Les femmes sont considérées comme des mères à soldats; aussi sont-elles récompensées selon les critères que l'on applique dans les foires aux bêtes les plus prolifiques. Les enfants sont éduqués, depuis leur plus jeune âge, au métier des armes et à la haine de l'étranger. Les libertés individuelles sont réduites à néant, dès lors que tous sont militarisés et continuellement appelés sous les drapeaux. Les guerres à répétition obligent à quitter famille et emploi, à abandonner ses biens et à sacrifier sa vie pour des objectifs dont nul ne comprend vraiment l'importance. Et voici détruit, en quelques jours, le fruit de plusieurs années d'efforts et de sacrifices, accomplis pour le bien-être de la communauté.

Les États totalitaires sont ceux qui ont réalisé l'unification de toutes les forces avec le plus de cohérence, au moyen d'une extrême centralisation et autarcie. C'est pourquoi ils se présentent comme les organismes les mieux adaptés à l'actuel contexte international. Il suffit qu'une nation avance d'un pas vers un totalitarisme plus accentué pour qu'elle en entraîne d'autres dans son sillon, mûes par un même instinct de survie.

2) On a affirmé, pour tous les citoyens, le droit à participer à l'expression de la volonté de l'État, celle-ci devant représenter, dans leur mobilité, la synthèse des exigences économiques et idéologiques librement manifestées par les diverses catégories sociales. Telle organisation politique a permis de

corriger, du moins d'atténuer, bon nombre d'injustices les plus criantes, léguées par les régimes précédents. Par ailleurs, les libertés de presse et d'association, ainsi que l'extension progressive du suffrage électoral, rendaient de plus en plus difficile le maintien des anciens privilèges dans ce nouveau système représentatif.

Les plus démunis apprenaient peu à peu à se servir de ces instruments pour donner l'assaut aux droits acquis par les classes aisées. Les impôts sociaux sur les rentes et les successions, les taux d'imposition progressifs sur les grandes fortunes, l'exemption des revenus les plus bas et des biens de première nécessité, la gratuité de l'école publique, l'augmentation des dépenses en matière de prévention et de sécurité sociales, les réformes agraires, le contrôle de la production dans les usines, menaçaient les classes privilégiées dans leurs citadelles les plus retranchées.

Même les classes privilégiées qui avaient consenti à l'égalité des droits politiques ne pouvaient admettre que les classes les plus pauvres y aient recours pour tenter de réaliser une égalité de fait qui aurait concrètement donné à ces mêmes droits une valeur de liberté effective. À la fin de la première guerre mondiale, lorsque la menace se fit trop pressante, c'est naturellement que ces classes privilégiées avaient applaudi et appuyé avec vigueur l'instauration des dictatures qui retiraient des mains de leurs adversaires des armes légales d'opposition.

De plus, la création de gigantesques groupes industriels et bancaires, ainsi que la création de syndicats réunissant autour d'une unique direction des cohortes entières de travailleurs - chacun faisant pression sur le gouvernement pour obtenir une politique plus conforme à leurs intérêts particuliers - menaçait de faire éclater l'État lui-même en de multiples fiefs économiques qu'une lutte exacerbée auraient opposés. Le système démocratique-libéral, étant devenu pour ces groupes l'instrument pour mieux exploiter l'ensemble de la communauté, perdait toujours plus de son prestige. Et ainsi, prenait pied la conviction que seul l'État totalitaire aurait pu parvenir, en abolissant les libertés populaires, à résoudre en quelque sorte les conflits d'intérêt que les institutions politiques existantes n'arrivaient plus à contenir. De fait, les régimes totalitaires ont ensuite bloqué la position des diverses catégories sociales là où elles étaient parvenues et ont entravé toute voie légale susceptible de modifier par la suite la situation en vigueur, d'une part en exerçant un contrôle policier sur la vie de tous les citoyens et, de l'autre, en éliminant violemment toute forme d'opposition. C'est ainsi qu'a été garantie l'existence absolument parasitaire d'une classe de propriétaires terriens absents et de rentiers qui contribuent à la production nationale uniquement en détachant les coupons de dividendes de leurs titres, de même qu'ont été garanties l'existence de classes monopolistes et

de sociétés en chaîne qui exploitent les consommateurs et rendent volatile l'argent des petits épargnants, et l'existence de ploutocrates qui dans les coulisses tirent les ficelles de la politique et dirigent la machine de l'État à leur seul profit, sous prétexte de répondre aux intérêts supérieurs de la nation. C'est ainsi également que sont entretenues d'une part les fortunes colossales d'un petit nombre et de l'autre la misère des masses qui se voient exclues de la possibilité de jouir des fruits de la civilisation moderne. Enfin, c'est ainsi qu'a été sauvegardé un régime économique où les ressources matérielles et les forces de travail, qui devraient être employées à satisfaire les besoins fondamentaux des énergies vitales humaines, visent au contraire à satisfaire les désirs les plus futiles de ceux qui ont les moyens de payer les prix les plus élevés, un régime économique également où le droit de succession perpétue au sein d'une même classe la puissance de l'argent, la transformant ainsi en un privilège qui ne correspond en rien à la valeur sociale attribuée aux services réellement prêtés et où la marge des possibilités matérielles du prolétariat est si réduite que pour vivre les travailleurs sont contraints souvent à se laisser exploiter par ceux qui leur offrent un travail, quel qu'il soit.

En vue d'immobiliser et de soumettre les classes ouvrières, les syndicats se sont transformés, d'organismes de lutte indépendants qu'ils étaient, dirigés par des individus qui jouissaient de la confiance de leurs adhérents, en des organes de surveillance policière placés sous la direction d'employés choisis par le groupe dirigeant, auquel ils doivent rendre compte. Si le régime économique en question subit quelques modifications, celles-ci seront toujours et uniquement dictées par les exigences du militarisme, qui se confondent avec les aspirations réactionnaires des classes privilégiées soucieuses de créer et de consolider les États totalitaires.

3) On a affirmé la valeur permanente de l'esprit critique contre le dogmatisme autoritaire. Tout ce qui était déclaré, devait avoir sa raison d'être ou disparaître. C'est à cette démarche méthodique et dénuée de tout préjugé que notre société doit dans tous les domaines ses principales conquêtes. Mais cette liberté de l'esprit n'a pas su résister à la crise qui a généré les États totalitaires. De nouveaux dogmes, adoptés par conviction ou par hypocrisie, font autorité dans toutes les sciences.

Bien que nul ne sache définir ce qu'est une race - les connaissances historiques les plus élémentaires démontrent d'ailleurs l'absurdité d'une telle notion -, on exige des philosophes qu'ils pensent, prouvent et convainquent que l'on appartient à une race élue, uniquement parce que l'impérialisme a besoin de ce mythe pour exalter auprès des masses les sentiments de haine et d'orgueil. Les concepts économiques les plus évidents sont frappés d'anathème et ce, pour présenter la politique autarcique, les échanges équilibrés et les autres

vieux instruments du mercantilisme comme d'extraordinaires découvertes de l'époque actuelle. Du fait de l'interdépendance économique entre les diverses régions du monde, l'espace vital pour un peuple, désireux de maintenir un niveau de vie en accord avec la civilisation moderne, est la planète entière. Aussi at- on inventé une pseudoscience: la géopolitique qui entend démontrer le bien-fondé théorique de l'espace vital et par là donner une assise théorique à la volonté de domination qui caractérise l'impérialisme. L'histoire est falsifiée dans ses données essentielles pour servir les intérêts de la classe au pouvoir. Les bibliothèques et les librairies sont épurées de tous les ouvrages jugés non orthodoxes. De nouveau, les ténèbres de l'obscurantisme menacent de juguler l'esprit humain. La morale sociale de la liberté et de l'égalité est elle-même battue en brèche. Les individus ne sont plus considérés comme des citoyens libres pour lesquels l'État est l'organisme servant à réaliser les objectifs de la communauté. Ils sont au contraire les serviteurs d'un État qui leur fixe leurs propres objectifs. La volonté de l'État devient ainsi la volonté de ceux qui détiennent le pouvoir. Les individus ne sont plus des citoyens de droit mais, soumis à une hiérarchie, ils sont tenus d'obéir sans mot dire aux autorités supérieures que chapeaute un chef dûment divinisé. Le régime des castes, plein d'arrogance, renaît de ses cendres.

Après avoir triomphé dans divers pays, cette culture réactionnaire et totalitaire a pour finir trouvé dans l'Allemagne nazie le terreau fertile pour parvenir à ses conséquences extrêmes. Grâce à une méticuleuse préparation, profitant impudemment et sans scrupules des rivalités, des égoïsmes et de la naïveté des autres nations, entraînant dans son sillage d'autres États européens vassaux - l'Italie en tête - et s'alliant avec le Japon, l'Allemagne s'est lancée dans une vaste entreprise de domination. Sa victoire signifierait une consolidation définitive du totalitarisme dans le monde. Toutes ses caractéristiques s'en trouveraient exaspérées au plus haut point et les forces progressistes seraient pendant longtemps condamnées à une simple opposition, nulle en soi.

L'intransigeance et la traditionnelle arrogance des milieux militaires allemands peuvent déjà nous donner un aperçu du caractère de leur domination à l'issue d'une guerre victorieuse. Les Allemands victorieux pourraient même se permettre un semblant de générosité envers les autres peuples européens, feindre de respecter leurs territoires et leurs institutions politiques et ainsi gouverner en satisfaisant un stupide sentiment patriotique qui tient compte de la couleur des barrières aux frontières ou de la nationalité des hommes politiques qui occupent le devant de la scène et non du rapport entre les forces en jeu et de la valeur effective des organismes étatiques. Quand bien même dissimulée, la réalité serait toujours la même: une nouvelle division de l'humanité entre Spartiates et Hilotes.

Même l'hypothèse d'un compromis entre les factions antagonistes se traduirait encore par une ultérieure avancée du totalitarisme puisque les pays ayant pu se soustraire à l'emprise de l'Allemagne seraient eux-mêmes contraints d'adopter les mêmes formes d'organisation politique pour se préparer efficacement à une nouvelle guerre.

Mais si l'Allemagne hitlérienne est parvenue d'une part à abattre un à un les États plus petits, elle a obligé ce faisant les États plus puissants à entrer en lice. L'opposition courageuse de la Grande Bretagne - y compris dans les moments les plus difficiles où elle a dû, seule, tenir tête à l'ennemi - a fait que les Allemands se sont heurtés à la rude résistance de l'armée soviétique, ce qui a donné le temps aux Américains de mobiliser leurs ressources de production illimitées. Et, par ailleurs, la lutte contre l'impérialisme allemand s'est étroitement associée à celle que le peuple chinois avait engagée de son côté contre l'impérialisme japonais.

Quantité d'individus et de richesses ont été dressés contre les puissances totalitaires dont les forces ont atteint leur apogée et ne peuvent désormais que progressivement se consumer. Les forces adverses ont au contraire surmonté leur plus bas niveau de dépression et connaissent à présent une remontée.

La guerre entreprise par les Alliés éveille toujours plus chaque jour un désir de libération, y compris dans les pays qui s'étaient pliés à la violence de l'attaquant et que le choc subi avaient ébranlés, y compris même parmi les populations des puissances de l'Axe qui ont conscience de s'être laissées entraîner dans une situation désespérée, dans le seul but d'assouvir la soif de domination de ceux qui les gouvernent.

Le lent processus qui a conduit quantité d'hommes à se laisser passivement modeler par le nouveau régime, à s'y conformer et ainsi à le renforcer, a été endigué. On assiste même au processus contraire. Une vague immense lentement se soulève: elle se compose de toutes les forces progressistes, des groupes les plus éclairés de la classe ouvrière que la peur et le mirage de mille illusions n'ont pas détournés de leur aspiration à une forme de vie meilleure, des intellectuels qui sont les plus conscients de l'avilissement auquel est soumise l'intelligence, des entrepreneurs qui se sentant capables de nouvelles initiatives voudraient se libérer du pesant harnais de la machine bureaucratique ainsi que des autarcies nationales qui entravent toute possibilité d'action, de tous ceux enfin qui ont un sens inné de la dignité et refusent de plier l'échine bien qu'humiliés et asservis.

C'est à toutes ces forces qu'est confiée aujourd'hui l'avenir de notre civilisation.

II. Les Enjeux de l'après-guerre. L'Unité Européenne

Mais la défaite de l'Allemagne n'implique pas automatiquement une réorganisation de l'Europe suivant notre idéal de civilisation. Durant l'intense - quoique brève - période de crise générale (où les États seront à genoux, où les masses populaires attendront impatientes un discours nouveau et seront comme de la matière en fusion, ardente et prête à être coulée dans l'empreinte de formes nouvelles, susceptibles d'accueillir la conduite d'hommes réellement internationalistes), les classes les plus privilégiées dans les anciens systèmes nationaux pourront tenter, sournoisement ou par la violence, d'infléchir l'élan de sentiments et de passions internationalistes et s'emploieront ostensiblement à reconstruire les anciens organismes de l'État. Il est par ailleurs probable que des dirigeants britanniques - de concert même avec les dirigeants américains - tenteront de faire avancer les choses en ce sens, afin de restaurer une politique d'équilibre des pouvoirs qui assure de toute évidence l'intérêt immédiat de leurs empires.

Les forces conservatrices, à savoir les dirigeants des principales institutions des États nationaux, mais aussi les cadres supérieurs des forces armées au faite de la hiérarchie dans les monarchies encore existantes, les groupes du capitalisme monopoliste qui ont lié leurs profits au sort des États, les grands propriétaires fonciers et les hiérarchies supérieures de l'Église dont seule une rigoureuse société conservatrice peut garantir les revenus parasites, et à leur suite la multitude innombrable de ceux qui dépendent d'eux ou qui sont aveuglés par leur traditionnelle puissance: toutes ces forces réactionnaires ont aujourd'hui le sentiment que l'édifice est fissuré de toutes parts et qu'il faut le sauver. Son effondrement les priverait soudain de toutes les garanties dont elles ont joui jusqu'à présent et les exposerait à l'assaut des forces progressistes.

La situation révolutionnaire: anciennes et nouvelles orientations

La chute des régimes totalitaires sera ressentie par bien des peuples comme l'avènement de la «liberté». Tout frein aura été levé. Les libertés de parole et d'association règneront alors automatiquement et largement. Ce sera le triomphe des tendances démocratiques. Celles-ci ont de multiples nuances qui vont d'un libéralisme conservateur au socialisme ou à l'anarchie. Elles croient en une «génération spontanée» des événements et des institutions, en la totale bonne foi des impulsions venues du bas. Elles ne veulent pas forcer la main à l'«histoire», au «peuple», au «prolétariat» ou à tout autre nom donné à leur

dieu. Elles souhaitent la fin de toute dictature, synonyme d'une restitution au peuple de ses droits imprescriptibles à l'autodétermination. Le couronnement de leurs rêves serait une assemblée constituante élue au suffrage le plus large possible et dans le strict respect du droit des électeurs, qui déciderait de la Constitution à adopter. Si les citoyens ne sont pas mûrs encore, le risque est sans doute de proposer une mauvaise Constitution, mais ce n'est qu'à travers un constant travail de persuasion que l'on pourra la corriger.

Les démocrates n'excluent pas, par pur principe, l'usage de la violence. Mais ils y auront recours uniquement lorsque la majorité sera convaincue qu'elle est indispensable, uniquement donc lorsqu'elle ne sera pas plus qu'un point superflu à mettre sur un «i». Ainsi les démocrates sont-ils des dirigeants faits pour gouverner en des périodes d'administration ordinaire où les citoyens sont dans l'ensemble persuadés du bien-fondé de leurs principales institutions qui ne demanderont à être modifiées que dans des aspects relativement secondaires. Au cours de périodes révolutionnaires où les institutions ne sont pas à administrer mais à créer, la pratique démocratique fait manifestement faillite. Les révolutions russe, allemande et espagnole offrent trois des plus récents témoignages de la désolante impuissance des démocrates. Dans chacun de ces pays, après la chute du vieil appareil étatique et de son système législatif et administratif, on a vu aussitôt se multiplier, sous le couvert d'une légalité renouvelée, quantité d'assemblées et de représentations populaires où convergent et s'agitent toutes les forces sociales progressistes. Certes la population a des besoins fondamentaux à satisfaire mais elle ne sait avec précision ce qu'elle veut ni ce qu'elle doit faire. Mille cloches résonnent à ses oreilles. Avec ses millions de têtes, elle ne parvient pas à s'orienter et elle se divise en quantité de tendances antagonistes.

Au moment où il faudrait faire preuve d'une détermination et d'un courage extrêmes, les démocrates se sentent perdus, n'ayant pour les soutenir qu'un ensemble de passions désordonnées et non un consensus populaire spontané. Ils croient que leur tâche est de créer ce consensus: aussi ont-ils des allures de prédicateurs qui exhortent les populations, plutôt que d'être des chefs ou des guides qui sachent où les mener. Ils laissent passer les occasions qui se présentent à eux de consolider le nouveau régime et préfèrent au contraire tenter de faire immédiatement fonctionner des institutions qui non seulement supposent une longue préparation mais sont mieux adaptées à des périodes de relative tranquillité politique. Ils offrent ainsi à leurs adversaires les armes qu'ils useront ensuite contre eux. Ils représentent en somme, par leurs mille tendances, non pas une volonté de renouvellement, mais au contraire les confuses velléités qui règnent dans tous les esprits et qui préparent, tout en se paralysant mutuellement, un terrain propice au développement de la réaction.

Le processus politique démocratique ne sera plus qu'un poids mort au coeur même de la crise révolutionnaire.

À mesure que les démocrates auront épuisé en logomachies leur popularité initiale de partisans de la liberté, faute d'une sérieuse politique révolutionnaire, on verra inmanquablement se recomposer les institutions politiques pré-totalitaires et la lutte se redéploiera suivant les anciens schémas de l'affrontement entre classes.

Le principe en vertu duquel la lutte des classes est le dénominateur commun de tous les problèmes a constitué entre autres l'orientation fondamentale des ouvriers d'usines et a servi à donner corps à leur politique, aussi longtemps que n'étaient pas remises en cause les institutions fondamentales. Mais ce même principe devient un instrument d'isolement du prolétariat lorsque s'impose l'exigence de transformer l'organisation de la société dans sa totalité. Les ouvriers, du fait de leur éducation fondée sur la lutte des classes, ne savent voir que leurs revendications particulières de classe, ou de catégorie, sans se soucier de les relier aux intérêts des autres catégories de la société. Ou encore aspirent-ils à une dictature unilatérale de leur classe afin de réaliser la collectivisation utopique de tous les instruments matériels de production qu'une propagande centenaire a indiquée comme le remède absolu contre tous les maux. Telle politique n'a prise sur aucune autre catégorie, hormis celle des ouvriers qui privent ainsi les autres forces progressistes de leur soutien, voire les abandonnent à la merci de la réaction qui habilement les manipule de façon à briser l'échine du mouvement prolétarien lui-même.

En regard des diverses tendances prolétariennes, partisans d'une politique de classe et d'un idéal collectiviste, les communistes ont admis la difficulté d'obtenir le soutien d'un nombre suffisant de forces pour assurer la victoire. Aussi, à la différence des autres partis, se sont-ils transformés en un mouvement rigoureusement discipliné qui organise les ouvriers en usant du mythe russe, sans soumettre sa ligne de conduite à leurs revendications mais en se servant d'eux au contraire pour les manœuvres les plus disparates.

Une telle attitude rend, dans les périodes de crise révolutionnaire, les communistes plus efficaces que les démocrates. Cependant, parce qu'ils s'efforcent de maintenir la distinction entre les classes ouvrières et les autres forces révolutionnaires - notamment en prêchant que la «véritable» révolution doit encore avoir lieu - ils constituent dans les moments décisifs un élément sectaire qui affaiblit l'ensemble. Qui plus est, leur allégeance totale à l'État russe - lequel s'en est d'ailleurs systématiquement servi pour atteindre les objectifs de sa politique nationale - les empêche de mener une politique ayant un tant soit peu de continuité. Ils ont constamment besoin de se dissimuler derrière un Karoly, un Blum ou un Negrin pour ne courir ensuite qu'à leur perte, à l'instar

des pantins démocratiques dont ils se sont inspirés. Car le pouvoir ne se conquiert, ni ne se garde par la ruse uniquement, mais grâce à la capacité de répondre de manière vitale et concrète aux besoins de la société moderne.

Si demain la lutte devait se limiter au seul domaine national traditionnel, il serait bien difficile alors d'échapper aux anciennes apories. De fait, les États nationaux ont déjà profondément planifié leurs économies respectives, au point que la question centrale se résoudrait bien vite à savoir quel groupe d'intérêts, voire quelle classe, tient les commandes de la planification. Le front des forces progressistes se briserait alors sans difficulté dans le conflit qui oppose les diverses classes et catégories économiques. Selon toute probabilité, les réactionnaires en tireraient le meilleur profit.

Un véritable mouvement révolutionnaire ne peut provenir que des rangs de ceux qui se sont montrés capables de critiquer les vieilles théories politiques. Il devra en outre être capable de collaborer avec les forces démocratiques, avec les forces communistes et, plus généralement, avec celles qui voudront coopérer à la désagrégation du totalitarisme, sans toutefois se laisser séduire par telle ou telle autre ligne politique.

Les forces réactionnaires disposent d'hommes et de cadres habiles, formés au commandement, qui se batront avec acharnement pour conserver leur suprématie. En ce moment grave, elles sauront se présenter bien camouflées et proclameront vouloir défendre la liberté, la paix, le bien-être général, ainsi que l'intérêt des classes les plus pauvres. Dans le passé, nous avons déjà pu observer leur capacité à se placer dans le sillage des mouvements populaires qu'elles ont ensuite paralysés et déviés de leurs objectifs pour les convertir enfin en leur exact contraire. Elles constitueront sans nul doute la force la plus dangereuse qu'il nous faudra affronter.

Le moyen dont elles se serviront comme d'un levier sera la restauration de l'État national. Elles pourront ainsi exploiter un sentiment populaire fort répandu, qui plus est humilié par les récents événements et aisément utilisable à des fins réactionnaires: le sentiment patriotique. De la sorte, elles peuvent même espérer créer une certaine confusion dans l'esprit de leurs adversaires. Les masses populaires n'ont pas d'autre expérience politique que celle qu'elles ont acquise dans un contexte national; il est donc facile de les conduire, de même que leurs chefs les plus myopes, sur le terrain de la reconstruction des États que la tempête a abattus.

Si elles atteignaient cet objectif, la réaction l'emporterait. Ces États pourraient même en apparence être des États largement démocratiques ou socialistes: le retour des réactionnaires au pouvoir ne serait qu'une question de temps. On verrait alors resurgir les jalousies nationales et chaque État confierait de nouveau, à la seule force des armes, la satisfaction de ses exigences.

L'ambition prioritaire serait une fois encore, à plus ou moins court terme, celle de transformer les peuples en armées. Les généraux recommenceraient à commander, les monopolistes à profiter des autarcies, les corps bureaucratiques à grossir, les prêtres à rendre les masses dociles. Toutes les conquêtes des premiers temps se réduiraient à néant devant la nécessité de devoir à nouveau se préparer pour la guerre. Le problème urgent à résoudre, sous peine de rendre illusoire tout autre progrès, est l'abolition définitive de la division de l'Europe en États nationaux souverains. L'effondrement de la plupart des États du continent sous le rouleau compresseur allemand a déjà unifié le destin des peuples européens qui se trouvent face à deux options: se soumettre à la domination hitlérienne ou, après la défaite de celle-ci, s'engager tous ensemble dans une crise révolutionnaire où ils ne seront plus figés et séparés en de rigides structures étatiques. Les esprits sont aujourd'hui bien mieux disposés que dans le passé à l'égard d'une réorganisation fédérale de l'Europe. La rude expérience de ces dernières décennies a ouvert les yeux même de ceux qui refusaient de voir et a produit bon nombre de circonstances favorables pour notre idéal.

Tous les hommes de bon sens reconnaissent désormais qu'on ne peut maintenir un équilibre entre des États européens indépendants au sein desquels l'Allemagne militariste jouirait des mêmes conditions que les autres pays, ni morceler l'Allemagne et lui tenir la bride haute une fois vaincue. La preuve en est qu'aucun pays en Europe ne peut rester en marge tandis que les autres se battent, les déclarations de neutralité et de pactes de non agression n'ayant aucune valeur. On a pu démontrer l'inutilité, voire le caractère nuisible, d'organismes comme la Société des Nations qui prétendait garantir un droit international sans l'appui d'une force militaire pour imposer ses décisions et faire respecter dans le même temps la souveraineté absolue des États membres. Tout aussi absurde s'est révélé le principe de non intervention en vertu duquel tout peuple est libre de se doter du gouvernement despotique de son choix, comme si la constitution interne de chaque État n'était pas d'un intérêt vital pour tous les autres pays européens. Les nombreux problèmes qui empoisonnent la vie internationale du continent sont demeurés sans solution (le tracé des frontières dans les régions à population mixte, la défense des minorités allogènes, les débouchés maritimes des pays n'en disposant pas, la question des Balkans, la question irlandaise, etc). La Fédération Européenne pourrait offrir une solution des plus simples à ces problèmes, sur le modèle d'une plus vaste unité nationale au moyen de laquelle un certain nombre de petits États avaient déjà cherché, par le passé, à résoudre des problèmes analogues qui, ainsi, perdaient de leur acuité en devenant des problèmes de relations entre les diverses provinces d'une même nation.

En outre, la fin du sentiment de sécurité que la Grande Bretagne tirait de sa position inattaquable - qui la poussait à affecter sa «splendid isolation» -, la dissolution de la République française et celle de son armée à la première offensive sérieuse des forces allemandes (un résultat - il faut l'espérer - qui aura fortement émoussé la conviction chauviniste d'une véritable supériorité française) et, en particulier, la conscience de la gravité du danger encouru par un asservissement général, telles sont globalement les circonstances qui favoriseront la constitution d'un régime fédéral susceptible de mettre fin à l'anarchie actuelle. Par ailleurs, le fait que l'Angleterre a désormais accepté le principe de l'indépendance indienne et que la France a potentiellement perdu, par l'acceptation de sa défaite, tout son empire, permet également de trouver plus aisément les bases d'un accord pour un aménagement européen des «possessions coloniales».

Enfin, à cela s'ajoutent la disparition de quelques-unes des principales dynasties et la fragilité des fondements qui soutiennent les dynasties ayant subsisté. Il convient effectivement de tenir compte du fait que les dynasties, considérant les divers pays comme leur apanage traditionnel, représentaient, en raison des puissants intérêts qu'elles défendaient, un obstacle sérieux à une organisation rationnelle des États Unis d'Europe, lesquels ne peuvent se fonder que sur une constitution républicaine de tous les pays fédérés. Et lorsque, franchissant l'horizon du Vieux Continent, on tente d'embrasser par une vision d'ensemble tous les peuples qui composent l'humanité, il faut pourtant bien reconnaître que la Fédération Européenne est l'unique garantie envisageable pour que les relations avec les peuples d'Asie et d'Amérique puissent se nouer sur la base d'une coopération pacifique, avant que ne soit possible, dans un avenir plus lointain, l'unité politique de la planète entière.

Aussi la ligne de partage entre partis progressistes et partis réactionnaires ne se trace-t-elle plus d'après la ligne formelle de la démocratie ou du socialisme plus ou moins avancés qu'il faut instaurer, mais d'après la toute nouvelle - et par ailleurs essentielle - ligne de faite qui sépare ceux qui conçoivent la lutte selon sa finalité fondamentale traditionnelle, à savoir la conquête du pouvoir politique national (faisant ainsi, quand bien même involontairement, le jeu des forces réactionnaires en laissant se solidifier dans l'ancien moule la lave incandescente des passions populaires et en permettant que resurgissent les incohérences du passé), de ceux qui envisagent la création d'un État international stable comme le principal enjeu, si bien qu'ils chercheront à canaliser vers ce but les forces populaires et qu'ils se serviront du pouvoir national, après l'avoir conquis, en priorité comme d'un instrument pour réaliser l'unité internationale.

C'est par le biais de la propagande et de l'action, c'est en cherchant à établir par tous les moyens possibles des accords et des liens entre les divers mouvements qui se forment certainement dans chaque pays, qu'il faut dès à présent jeter les bases d'un mouvement capable de mobiliser toutes les forces pour donner naissance à une nouvelle organisation qui sera l'idée la plus grandiose et la plus novatrice que l'Europe ait connue depuis des siècles. Et ce, plus largement, en vue de constituer un État fédéral stable qui dispose, au lieu des armées nationales, d'une force armée européenne qui ait les structures et les moyens suffisants pour faire appliquer dans les divers États fédérés des directives qui veilleront au maintien d'un ordre communautaire, tout en garantissant aux États eux-mêmes l'autonomie nécessaire pour permettre une articulation et un déroulement souples de la vie politique, conformément aux caractéristiques de chacune des nations.

S'il se trouve, dans les principaux pays, assez d'hommes pour comprendre cela, la victoire sera bientôt entre leurs mains, car les circonstances et les esprits sont non seulement favorables à leur projet, mais ils ont aussi face à eux des partis et des mouvements déjà discrédités par l'expérience désastreuse de ces vingt dernières années. L'heure étant venue d'accomplir des actions nouvelles, l'heure viendra aussi d'accueillir des hommes nouveaux et d'accueillir le MOUVEMENT POUR UNE EUROPE LIBRE ET UNIE.

III. Les Enjeux de l'Après-guerre. La Réforme de la Société

Une Europe libre et unie est le préambule nécessaire à une consolidation de la civilisation moderne. La fin de l'ère totalitaire, qui en a marqué le coup d'arrêt, permettra de reprendre totalement et immédiatement le processus historique engagé contre les inégalités et les privilèges sociaux. Toutes les anciennes institutions conservatrices qui entravaient sa réalisation auront été anéanties ou seront sur le point de l'être. Il faudra exploiter cette situation de crise avec courage et détermination.

Si elle veut répondre à nos exigences, la révolution européenne sera socialiste ou ne sera pas. Autrement dit, elle devra proposer l'émancipation des classes ouvrières ainsi que l'obtention pour celles-ci de conditions de vie plus humaines. Toutefois, la ligne d'orientation à suivre pour prendre des mesures en ce sens ne saurait s'appuyer sur un principe purement doctrinal, suivant lequel la propriété privée des moyens matériels de production doit être en théorie abolie mais tolérée provisoirement lorsqu'elle apparaît inévitable. L'étatisation générale de l'économie a été la première forme d'utopie qui avait laissé croire aux classes ouvrières en une libération possible du joug capitaliste. Mais quand bien même elle serait totalement instituée, elle ne conduirait pas au but rêvé mais bien à la constitution d'un régime où l'ensemble de la population serait asservie à la classe restreinte des bureaucrates gérant l'économie.

Le véritable principe fondamental du socialisme - et pour lequel le principe de la collectivisation générale n'a été qu'une déduction hâtive et erronée - est le principe selon lequel les forces économiques ne doivent pas prendre le pas sur les individus mais - comme c'est le cas pour les forces naturelles - leur être soumises, se laisser guider et contrôler par eux, le plus rationnellement possible, afin que les masses ne soient plus leurs victimes. Il faut éviter que les gigantesques forces de progrès, sublimant les intérêts individuels, ne s'enlisent dans les eaux stagnantes de la pratique routinière et ne se retrouvent ensuite confronter à l'insoluble problème de devoir ressusciter l'esprit d'initiative, moyennant des salaires différenciés ou toute autre mesure de ce genre. Il faut au contraire que ces forces soient encouragées, qu'on leur offre la possibilité de s'accroître et de s'engager davantage. Et, dans le même temps, il faut renforcer et perfectionner les digues qui les canalisent et les orientent vers les objectifs qui présentent les meilleurs avantages pour l'ensemble de la collectivité.

La propriété privée doit être abolie, limitée, corrigée, voire élargie cas par cas, et non par pur principe dogmatique. Cette directive s'inscrit naturellement

dans le processus visant à la formation d'une réalité économique européenne qui serait affranchie des cauchemars du militarisme ou d'un bureaucratisme national. Une résolution rationnelle des problèmes devra s'imposer sur toute résolution irréfléchie, y compris dans la conscience des travailleurs. Pour illustrer de façon précise le contenu de cette directive et, puisque l'intérêt et les modalités de chaque point programmatique devront toujours être évalués en fonction du présupposé désormais indispensable qu'est l'unité européenne, nous souhaiterions mettre en relief les points suivants:

a) On ne peut plus laisser entre les mains des privés les entreprises qui, de par leur activité essentiellement monopoliste, sont en état d'exploiter la masse des consommateurs. Ce sont, par exemple, les industries électriques, mais aussi toutes les entreprises que l'on veut maintenir en vie pour des raisons d'intérêt collectif mais qui ont besoin pour survivre de droits protecteurs, de subventions ou de commandes de faveur, etc. (à cet égard, l'industrie sidérurgique en Italie est aujourd'hui l'exemple le plus remarquable), ou encore toutes les entreprises qui, par le volume des capitaux investis, par le nombre d'ouvriers qu'elles emploient ou par l'importance du secteur où elles opèrent, peuvent faire pression sur les organes de l'État et imposer une politique qui est à leur avantage (c'est le cas des industries minières, des grands groupes bancaires, des principales sociétés d'armement). C'est là un domaine où il faudra sans nul doute procéder à des nationalisations sur une vaste échelle, sans se soucier des droits acquis.

b) Les caractéristiques qui ont réglementé, dans le passé, le droit de propriété et le droit de succession, ont favorisé entre les mains de quelques privilégiés l'accumulation de richesses qu'il faudra redistribuer de manière égalitaire, au cours d'une période de crise révolutionnaire. Ceci permettra d'éliminer les groupes parasitaires et de donner aux travailleurs les moyens de production dont ils ont besoin, dans la perspective également d'améliorer leurs conditions de vie et de leur assurer des moyens de subsistance plus autonomes. C'est pourquoi nous avons projeté à la fois une réforme agraire qui donnera la terre à ceux qui la cultivent et augmentera ainsi considérablement le nombre de propriétaires et une réforme industrielle qui étendra l'accès à la propriété parmi les travailleurs des secteurs non étatisés, au moyen de gestions coopératives, d'un actionnariat ouvrier, etc.

c) Il faut prévoir d'aider les jeunes par des dispositions aptes à réduire le plus possible les inégalités de départ, au seuil de la lutte qu'est l'existence. En particulier, l'école publique devra offrir aux meilleurs élèves - et non aux plus riches seulement - les moyens réels de poursuivre des études jusqu'aux niveaux supérieurs et elle devra préparer, dans toutes les filières et pour faciliter l'accès aux diverses professions et activités libérales ou scientifiques, un nombre

d'individus en mesure de répondre à la demande du marché, de sorte que les salaires moyens puissent être maintenus à un niveau plus ou moins égal, quelles que soient les catégories professionnelles ou les différences de rémunération au sein de chacune d'elle, établies selon les diverses compétences individuelles.

d) Désormais, grâce aux technologies modernes, le potentiel quasi illimité de la production massive de produits de première nécessité permet de garantir à tous, à des coûts sociaux relativement maîtrisés, la nourriture, le logement et l'habillement, ainsi que le confort minimum pour garantir le sentiment de la dignité humaine. La solidarité humaine envers ceux qui succombent dans la lutte économique ne devra donc plus se traduire par des formes de charité en soi humiliantes et par surcroît génératrices de ces mêmes maux auxquelles elles prétendent remédier, mais au contraire par une série de mesures d'assistance qui garantissent à tous - qu'ils soient en mesure ou non de travailler - un niveau de vie digne, sans pour autant réduire la motivation au travail et à l'épargne. Ainsi la misère n'obligera-t-elle plus personne à accepter des contrats de travail astreignants.

e) La libération des classes laborieuses ne se fera qu'en mettant en place les conditions évoquées aux points précédents, autrement dit en évitant que ces mêmes classes ne soient de nouveau à la merci de la politique économique des syndicats monopolistes qui se bornent à appliquer, au sein du monde ouvrier, les logiques d'exploitation typiques avant tout du grand capital. Les travailleurs doivent être libres par contre de choisir leurs représentants qui négocieront les conditions collectives auxquelles ils accepteront de prêter leurs services. Et l'État devra prédisposer les moyens juridiques nécessaires pour que soient respectés les accords conclus. Mais, toutes les tendances monopolistes ne pourront être efficacement combattues que lorsque ces transformations sociales auront été réalisées.

Tous ces changements sont nécessaires si l'on veut recueillir, autour de ce nouvel ordre, un large consensus de la part des citoyens et donner à la vie politique un caractère de liberté consolidée, empreinte également d'un sens profond de solidarité sociale. Les libertés politiques, elles-mêmes fondées sur ces principes, pourront avoir aux yeux de tous un contenu concret - et non de pure forme uniquement - car l'ensemble des citoyens jouira d'une indépendance et de connaissances suffisantes pour exercer un contrôle efficace et permanent de la classe dirigeante.

Il nous paraît superflu de nous étendre sur le sujet des institutions constitutionnelles, faute de pouvoir prévoir les conditions où elles verront le jour et où elles opèreront. Nous ne ferions que répéter ce que tout le monde sait déjà sur le besoin d'organismes représentatifs, sur la promulgation des lois, sur

l'indépendance de la magistrature qui viendra remplacer la magistrature actuelle et sera chargée de l'application impartiale des lois, sur les libertés de presse et d'association indispensables pour informer l'opinion publique et donner à tous les citoyens la possibilité de participer réellement à la vie de la nation. Ceci étant dit, deux questions méritent néanmoins d'être approfondies, ne serait-ce qu'en raison de leur singulière importance en ce moment pour notre pays: il s'agit des rapports entre l'Église et l'État d'une part et, de l'autre, du caractère de la représentation politique :

a) Le concordat par lequel le Vatican a conclu en Italie une alliance avec le fascisme devra évidemment être aboli pour affirmer le caractère purement laïc de l'État et établir sans équivoque la suprématie de l'État dans la vie de la nation. Toutes les confessions religieuses devront être respectées sans distinction aucune, mais l'État n'aura plus à prévoir un budget pour les cultes.

b) La baraque de papier mâché que le fascisme a bâtie à travers une organisation corporatiste s'effondrera, en même temps que s'effondreront tous les autres pans de l'État totalitaire. Certains considèrent qu'on pourra, de ces débris, tirer les matériaux nécessaires à la construction d'un nouvel ordre constitutionnel. Quant à nous, nous ne le croyons pas. Dans les États totalitaires, les chambres corporatistes ne sont que la énième mascarade parachevant le contrôle policier exercé sur les travailleurs. Quand bien même les chambres corporatistes seraient l'expression sincère des diverses catégories de producteurs, les organes représentatifs des diverses catégories professionnelles ne pourraient pas avoir les compétences suffisantes en matière de politique générale et, dans le cadre de questions plus précisément économiques, elles deviendraient des organismes autoritaires au service des catégories les plus puissantes au plan syndical. Certes, les syndicats auront d'amples fonctions de collaboration avec les organes de l'État chargés de résoudre les problèmes qui les concernent plus directement, mais il est absolument exclu qu'il leur soit confiée une quelconque fonction législative. Ce serait donner libre cours, au sein de la vie économique du pays, à une anarchie féodale qui aboutirait à un nouveau despotisme politique. Nombre de ceux qui se sont laissés ingénument séduire par le mythe corporatiste devront à présent nécessairement être séduits par ce processus de renouvellement. Mais encore faudra-t-il qu'ils se rendent compte de l'absurdité de la solution dont ils avaient confusément rêvé. Le corporatisme ne peut réellement exister que dans la forme que lui attribue les États totalitaires pour enrégimenter les travailleurs sous les ordres de fonctionnaires chargés de contrôler leurs moindres mouvements, et ce dans l'intérêt de la classe dirigeante.

On ne peut concevoir qu'au moment décisif le parti révolutionnaire soit improvisé, telle l'œuvre de dilettantes. Il doit au contraire, dès à présent,

commencer à définir pour le moins une ligne politique centrale avec ses structures générales et ses directives d'action essentielles. Il ne saurait en aucun cas représenter une masse de tendances hétérogènes, rassemblées de manière transitoire et stérile, uniquement pour leur passé antifasciste, attendant toutes la chute du régime totalitaire et prêtes ensuite à se disperser, chacune dans sa propre direction, une fois le but atteint. Le parti révolutionnaire sait bien au contraire que c'est à ce moment-là que commencera véritablement pour lui son action. Aussi devra-t-il se composer d'hommes capables de converger sur les principaux problèmes de l'avenir.

Au moyen d'une propagande méthodique, le parti révolutionnaire doit pouvoir pénétrer partout où se trouvent des victimes de l'oppression du régime actuel. Et, partant à chaque fois du problème le plus aigu pour les individus ou pour les classes, il devra chercher à montrer comment ce problème est lié à d'autres problèmes et il en indiquera la solution. De plus, il devra recruter comme organisateurs du mouvement, dans le cercle de plus en plus vaste de ses sympathisants, uniquement ceux qui ont fait de la révolution européenne le principal objectif de leur vie, ceux qui accomplissent jour après jour, avec discipline, le travail nécessaire et ceux qui veillent à en assurer la bonne marche de manière continue et avisée, même au cœur des situations d'illégalité les plus rudes, si bien qu'ils constituent un réseau consolidé, en mesure de donner une véritable stabilité au groupe plus fragile des sympathisants.

Sans négliger aucune occasion ni aucun domaine pour divulguer son message, il doit en tout premier lieu orienter son action vers les milieux les plus importants en tant que centres de diffusion des idées et de recrutement des hommes d'action. Autrement dit, principalement vers les deux groupes sociaux les plus sensibles aujourd'hui et qui seront demain les plus déterminants: la classe ouvrière et les milieux intellectuels. La classe ouvrière est celle qui a le moins pliée sous la férule totalitaire; elle sera donc la mieux disposée à réorganiser ses rangs. Quant aux intellectuels, notamment les plus jeunes, ils se sentent mentalement opprimés au plus haut point et n'éprouvent que dégoût envers le régime despotique au pouvoir. Peu à peu, d'autres catégories sociales seront inévitablement attirées dans le mouvement général actuel.

Tout mouvement qui échouerait dans l'ambition de rallier ces forces, est condamné à être stérile. S'il se limite à n'être qu'un mouvement d'intellectuels, il se privera de la force nécessaire pour vaincre les résistances réactionnaires et il aura une attitude de défiance à l'égard de la classe ouvrière qui se méfiera elle-même en retour. Et bien qu'animé de sentiments démocratiques, il sera enclin à s'engager, devant les difficultés, sur le terrain de la mobilisation de toutes les autres classes contre les ouvriers, autrement dit à s'engager dans la voie de la restauration du fascisme. S'il s'appuie au contraire sur le prolétariat,

il se privera d'une clarté de réflexion qui ne peut venir que des intellectuels et qui est indispensable pour identifier de manière efficace les actions et les orientations nouvelles. Il demeurera ainsi prisonnier du vieil antagonisme de classe, il verra des ennemis partout et il s'abandonnera à la solution communiste doctrinale.

Durant la crise révolutionnaire, c'est à ce mouvement qu'il incombe d'organiser et de diriger les forces progressistes, en s'appuyant sur tous les mouvements populaires qui spontanément se forment, à l'image de creusets ardents où viennent se mêler les masses révolutionnaires, non pour exprimer un plébiscite mais dans l'attente d'être guidées. Ce mouvement puise l'intuition et la certitude de ce qu'il doit faire, non dans une consécration préalable émanant d'une volonté populaire encore inexistante, mais dans la conscience de représenter les exigences profondes de la société moderne. Ainsi pourra-t-il dicter les toutes premières directives du nouvel ordre, la toute première discipline sociale aux masses encore informes. C'est à travers la dictature du parti révolutionnaire que prendra forme le nouvel État sur duquel se fondera véritablement la nouvelle démocratie. Il n'est pas à craindre que ce régime révolutionnaire conduise obligatoirement à un nouveau despotisme. Le risque qu'il y conduise n'existe que si ce régime a modelé un type de société servile. Mais si le parti révolutionnaire est capable de créer, d'une main ferme, dès le début, les conditions pour l'avènement d'une société libre où tous les citoyens pourront réellement participer à la vie de la nation, son évolution se fera - fût-ce au prix de quelques crises secondaires - dans le sens d'une progressive compréhension et acceptation de l'ordre nouveau de la part de tous, et donc dans le sens d'un fonctionnement libre et de plus en plus efficace des institutions politiques. Le moment est venu aujourd'hui de se débarrasser des vieux fardeaux devenus encombrants, de se tenir prêts à accueillir le monde nouveau qui se présente à nous, si différent de celui que nous avons imaginé, d'écarter parmi les plus âgés ceux qui se révèlent inadaptés pour laisser la place aux plus jeunes et encourager les nouvelles énergies. C'est aujourd'hui qu'il nous faut chercher et trouver, pour tisser la toile de l'avenir, ceux qui ont su identifier les causes de la crise actuelle de la civilisation européenne et qui sont de ce fait les héritiers de tous les mouvements ayant contribué au progrès de l'humanité mais qui ont fait naufrage, faute d'avoir su comprendre quel était le but à atteindre et quels étaient les moyens pour y parvenir. Le chemin à parcourir n'est ni facile ni sûr, mais il faut le parcourir et nous le ferons!

Altiero Spinelli - Ernesto Rossi

Vorwort

von Eugenio Colorni (rom 1944)

Die vorliegenden Schriften wurden zwischen 1941 und 1942 auf der Insel Ventotene verfasst. Trotz all der außergewöhnlichen Umstände, trotz der Zwänge einer strengen Reglementierung und Überwachung, trotz der Trostlosigkeit in der erzwungenen Untätigkeit, aber auch in der angstvollen Hoffnung auf die baldige Befreiung, versuchte man sich mit viel List und Erfindungsgeist so umfassend wie möglich über die Außenwelt zu informieren, und die eigenen Handlungen und die im politischen Kampf eingenommenen Positionen grundsätzlich neu zu überdenken.

Die Distanz zum tatsächlichen politischen Leben erlaubte einen unabhängigeren Blick und legte die Revision der traditionellen Positionen nahe, wobei man die Gründe der vergangenen Misserfolge weniger in technischen Fehlern der parlamentarischen oder revolutionären Taktik suchte, oder darin, dass die allgemeine Lage noch nicht reif sei, sondern eher in der Unzulänglichkeit der allgemeinen Denkmuster, und darin, dass man den Kampf an den alten kontroversen Bruchstellen angesiedelt hatte, ohne das Neue, das die Realität veränderte, ausreichend zu berücksichtigen.

Während man sich darauf vorbereitete, den großen, sich für die nahe Zukunft abzeichnenden Kampf nachhaltig und mit wirksamen Mitteln zu führen, verspürte man das Bedürfnis, die Fehler der Vergangenheit nicht nur zu korrigieren, sondern die Konturen der politischen Fragen mit einem von doktrinen Vorurteilen und Parteimythen freien Geist ganz neu zu umreißen.

Auf diese Weise entstand in den Köpfen einiger Menschen die Grundüberzeugung, dass nur ein Hauptwiderspruch für die Krisen, die Kriege, die Armut und die Unterdrückung, die unsere Gesellschaft quälten, verantwortlich zu machen sei, das heißt die Existenz von geographisch, wirtschaftlich und militärisch souveränen Staaten, die die anderen Staaten als Rivalen und potenzielle Feinde betrachteten, und von denen ein jeder mit jedem in einem Zustand des „bellum omnium contra omnes“ lebte. Diese Idee war an und für sich nichts Neues, doch Bedingungen und Anlass, aus denen sie jetzt neu entstand, ließ sie in gewisser Weise zu einem Novum werden, und das hat vielfältige Ursachen:

1.) Erstens: In den Programmen aller fortschrittlichen Parteien ist die internationalistische, übernationale Lösung zu finden, die für diese Parteien in einem gewissen Sinne unumgänglich und automatisch umgesetzt wird, wenn

die eigenen gesetzten politischen Ziele erreicht werden. Die Demokraten denken, dass die Einführung des von ihnen geforderten Systems in jedem Land ganz sicher zur Entstehung eines einheitlichen Bewusstseins und damit zur Überwindung der kulturellen und moralischen Grenzen führt und darüber hinaus auch die unabdingbare Voraussetzung für die freie Union der Völker auch auf politischem und wirtschaftlichem Gebiet ist. Und die Sozialisten ihrerseits meinen, dass die Einführung der Diktatur des Proletariats in den verschiedenen Staaten zu einem inter- und übernationalen Kollektivstaat führen würde.

Nun zeigt aber eine Analyse des modernen Staatsbegriffs und die Summe der damit verbundenen Interessen und Gefühle deutlich, dass freundschaftliche Beziehungen und zwischenstaatliche Zusammenarbeit trotz aller Analogien im internen Staatsaufbau keineswegs zwangsläufig und progressiv zur Einigung führen, solange noch kollektive Interessen und Gefühle existieren, die von dem Staat als einer von Grenzen umschlossenen Einheit ausgehen. Wir wissen aus Erfahrung, dass chauvinistische Gefühle und protektionistische Interessen leicht zu Streitigkeiten und Rivalitäten zwischen zwei Demokratien führen können; und es ist nicht gesagt, dass ein reicher sozialistischer Staat notwendigerweise seine eigenen Ressourcen mit einem ärmeren sozialistischen Staat teilt, nur weil sich beide Staaten ähnliche Staatsformen gegeben haben.

Die Abschaffung der politischen und wirtschaftlichen Grenzen zwischen den Staaten ergibt sich also nicht zwangsläufig aus der synchronen Einführung einer bestimmten Staatsform in den betroffenen Staaten, sondern stellt ein eigenständiges, von der Staatsform unabhängiges Problem dar, das mit geeigneten und angemessenen Mitteln in Angriff genommen werden muss. Man kann nicht Sozialist sein, ohne gleichzeitig auch die internationale Staatengemeinschaft zu wollen, doch leitet sich das eher aus der ideologischen Überzeugung ab als aus einer politischen und wirtschaftlichen Notwendigkeit; und aus dem Sieg des Sozialismus in einzelnen Staaten entsteht nicht notwendigerweise auch der internationale Staat.

2.) Auch eine weitere Überlegung führte zu der Überzeugung, die föderalistische Zielsetzung unabhängig von der Sichtweise der Parteien zu verfolgen. Die existierenden politischen Parteien ziehen ihre Erfahrungen aus den in der Vergangenheit auf nationaler Ebene geführten politischen Kämpfen, und deshalb werden - sei es aus Gewohnheit oder aus Tradition - die Bedingungen des Nationalstaates bei allen anstehenden politischen Fragen als Basis und Ausgangspunkt genommen und somit die Probleme der internationalen Ordnung als Angelegenheiten der „Außenpolitik“ angesehen, die durch diplomatische Bemühungen und Abkommen zwischen den einzelnen Regierungen gelöst werden müssen. Diese Haltung ist zum Teil Ursache und

zum Teil aber auch Folge der oben beschriebenen Überzeugung der Parteien, dass mit der Übernahme der Zügel im eigenen Land, eine Einigung und Vereinigung mit den Ländern, die ähnliche Staatsformen übernommen haben, automatisch zustande kommt, ohne dass ein spezifisch auf dieses Ziel ausgerichteter politischer Kampf geführt werden muss.

Bei den Verfassern der vorliegenden Schriften war stattdessen die folgende Überzeugung herangereift: Sieht man die Frage der internationalen Staatenordnung als das zentrale Problem der gegenwärtigen historischen Epoche, und betrachtet man die Lösung dieses Problems als die notwendige Bedingung für die Lösung aller weiteren institutionellen, wirtschaftlichen und sozialen Fragen unserer Gesellschaft, so muss man gezwungenermaßen auch alle anderen Fragen, die die internen politischen Auseinandersetzungen betreffen, aus dieser Perspektive betrachten, einschließlich der Positionen jeder einzelnen Partei bezüglich ihrer Strategie und Taktik im alltäglichen politischen Handeln. Alle Fragen, ausgehend von den in der Verfassung verbrieften Freiheitsrechten bis hin zum Klassenkampf, von der Organisation und Planung bis hin zur Machtübernahme und Machtausübung, stehen unter einem neuen Licht, wenn man von der Prämisse ausgeht, dass ein einheitliches System auf internationaler Ebene das wichtigste und vorrangigste politische Ziel ist. Auch die Form des eigentlichen politischen Handelns, das heißt mit welcher anderen politischen Kraft man zusammenarbeitet, welches Losungswort man programmatisch hervorhebt, verändert sich, je nachdem ob man sich als Hauptziel die Machtübernahme und Durchsetzung bestimmter Reformen auf einzelstaatlicher Ebene setzt, oder aber die Schaffung der wirtschaftlichen, politischen und ethischen Voraussetzungen für das Entstehen einer föderativen Ordnung, die den ganzen Kontinent umfasst.

3.) Eine weitere - und vielleicht wichtigste - Ursache ist darin zu sehen, dass sich das Ideal einer europäischen Föderation, Präludium zu einer weltweiten Föderation, das noch vor wenigen Jahren wie eine ferne Utopie erscheinen musste, heute am Ende dieses Krieges als erreichbares, beinahe mit der Hand berührbares Ziel offenbart. In der totalen Vermischung der Völker, die dieser Konflikt in allen der deutschen Besatzung unterworfenen Gebieten verursacht hat, in der Notwendigkeit, die fast völlig zerstörte Wirtschaft wieder aufzubauen und alle Fragen, die Staats- und Zollgrenzen oder ethnische Minderheiten usw. betreffen, neu zu erörtern; durch das Wesen dieses Krieges an sich, in dem das nationale Element so oft von dem ideologischen Element überlagert wurde, in dem man gesehen hat, wie kleine und mittlere Staaten zu Gunsten stärkerer Staaten auf einen großen Teil ihrer Souveränität verzichtet haben, und in dem von Seiten der Faschisten selbst der Begriff der „nationalen Unabhängigkeit“ durch den des „Lebensraums“ ersetzt wurde; aus allen diesen

Elementen können wir Beweise herauslesen, die die Aktualität der Frage einer föderativen Ordnung Europas so deutlich wie nie zuvor werden lassen.

Kräfte aus allen sozialen Klassen werden aus ökonomischen ebenso wie aus ideellen Gründen ein besonderes Interesse daran haben. Man wird sich diesem Thema mittels diplomatischer Verhandlungen nähern können und mittels Volksagitation; indem man in den gebildeten Schichten das Studium der damit verbundenen Fragen fördert und revolutionäre Zustände herbeiführt, die - erst einmal entstanden - nicht mehr ungeschehen gemacht werden können; indem man auf die politische Führung der Siegermächte einwirkt und in den besiegten Staaten die Losung verbreitet, dass sie nur in einem freien und vereinigten Europa ihre Rettung finden und die entsetzlichen Folgen der Niederlage mindern können.

Aus all dem ist unsere Bewegung entstanden. Da ist die Vor - rangstellung und das Primat, das diese Frage vor allen anderen Fragen unserer Zeit einnimmt; und da ist die Gewissheit, dass die Gelegenheit für immer verloren wäre, ließen wir es zu, dass wieder nach den alten nationalistischen Mustern verfahren wird und dass dann kein dauerhafter Frieden und Wohlstand für unseren Kontinent möglich sein wird. All dies hat uns von der Notwendigkeit überzeugt, eine parteiunabhängige Organisation zu gründen, die sich für die nun nahende Nachkriegszeit die Verbreitung der Idee einer europäischen Föderation als realisierbares Ziel setzt.

Wir leugnen nicht die Schwierigkeiten dieses Unterfangens, genauso wenig wie die Macht der Kräfte, die unserer Sache entgegen arbeiten; aber heute glauben wir zum ersten Mal, dass unsere Sache nicht nur als weit entferntes Ideal, sondern als dramatisch unaufschiebbare Notwendigkeit auf die Tagesordnung der politischen Auseinandersetzung gesetzt werden muss.

Unsere Bewegung, die jetzt bereits seit nahezu zwei Jahren ein schwieriges Leben im Untergrund unter der faschistischen und nazistischen Unterdrückung führt, deren Angehörige aus den Reihen der antifaschistischen Widerstandskämpfer kommen und alle im bewaffneten Kampf für die Freiheit geeint sind und schon im Gefängnis einen harten Preis für die gemeinsame Sache gezahlt haben, diese unsere Bewegung ist keine politische Partei und will das auch nicht sein. Immer klarer definiert unsere Bewegung das eigene politische Handeln, dass sie auf die verschiedenen politischen Parteien einwirken und auch in innerhalb der Parteien selbst arbeiten will, nicht nur um die internationalistischen Aufgaben voran zu treiben, sondern auch und in erster Linie um daran zu arbeiten, dass alle Probleme des politischen Lebens unter diesem neuen Blickwinkel betrachtet werden, dem bisher so wenig Aufmerksamkeit geschenkt wurde.

Wir sind keine politische Partei, obwohl wir die umfassende Analyse der institutionellen, wirtschaftlichen und sozialen Ausrichtung der europäischen Föderation aktiv fördern, obwohl wir aktiv an dem Kampf für deren Durchsetzung teilnehmen und uns damit beschäftigen, welche Kräfte in der künftigen politischen Auseinandersetzung für sie eintreten könnten, trotz alledem wollen wir uns nicht öffentlich dazu äußern, wie die Institutionen im Einzelnen aussehen sollen, in welchem Ausmaß die Wirtschaft verstaatlicht oder die Verwaltung dezentralisiert werden soll usw. usw., also über die Merkmale des künftigen föderalen Gefüges. Wir lassen es zu, dass im Inneren unserer Bewegung diese Themen offen und frei diskutiert werden, und dass alle politischen Tendenzen, von der kommunistischen bis zur liberalen, bei uns vertreten sind. In der Tat sind fast alle unserer Anhänger in einer der fortschrittlichen Parteien tätig: Alle stimmen darin überein, die Prinzipien einer freien Europäischen Föderation zu vertreten und deren Durchsetzung zu fördern, einen europäischen Bundesstaat zu wollen, der weder auf einer irgendwie gearteten Hegemonie basiert, noch auf totalitären Systemen, und der von einer strukturellen Stabilität getragen sein soll, die ihn nicht zu einer einfachen Gesellschaft der Nationen werden lässt. Derartige Prinzipien lassen sich unter den folgenden Punkten zusammenfassen: eine einheitliche föderale Armee, ein einheitliches Währungssystem, Abschaffung der Zollschränken und der Beschränkungen der Freizügigkeit innerhalb der Staaten der Föderation, direkte Vertretung der Bürger bei den föderalen Versammlungen und eine gemeinsame Außenpolitik.

In diesen beiden Lebensjahren hat unsere Bewegung sich innerhalb der antifaschistischen Gruppen und Parteien weit verbreitet. Einige von ihnen haben uns öffentlich ihre Anhängerschaft und ihre Sympathie erklärt. Andere haben uns aufgerufen, an der Formulierung ihrer Programme mitzuarbeiten. Es ist sicherlich nicht anmaßend zu behaupten, dass es zum Teil unser Verdienst ist, wenn die Probleme der Europäischen Föderation so oft in der italienischen Untergrundpresse behandelt werden. Unsere Zeitschrift „L'Unità Europea“ verfolgt mit Aufmerksamkeit die Ereignisse der italienischen und internationalen Politik, und bezieht diesbezüglich mit absolut unabhängigem Urteil Position.

Die vorliegenden Schriften sind das Ergebnis unserer Überlegungen und Ideen, die zur Geburt unserer Bewegung geführt haben, jedoch geben sie nur die Meinung der Autoren wieder und sind keineswegs als einzige und unabdingbare Position der Bewegung selbst zu verstehen. Sie wollen nur all denen Diskussionsthemen vorschlagen und Anregungen geben, die die Fragen in der internationalen Gesamtheit neu überdenken wollen, wobei nicht nur die jüngsten ideologischen und politischen Erfahrungen einbezogen werden,

sondern auch die neuesten Ergebnisse der Wirtschaftswissenschaften und die Perspektiven für die Zukunft, die uns am sinnvollsten und vernünftigsten erschienen. Es werden bald weitere Arbeiten und Analysen folgen. Es ist unser Anliegen, dass sie das Entstehen neuer Ideen beflügeln und dass sie in Anbetracht des gegenwärtigen Handlungsdrucks und der aktuellen Dringlichkeit zur Klärung des Sachverhalts beitragen, denn Klarheit und Wissen macht unser politisches Handeln immer entschiedener, bewusster und verantwortungsvoller.

Die italienische Bewegung für die Europäische Föderation
Rom, den 22. Januar 1944

Für ein freies und vereintes Europa. Entwurf zu einem Manifest Ventotene, 1941

Altiero Spinelli, Ernesto Rossi

I. Die Krise der modernen Gesellschaft

Die Grundlage der modernen Gesellschaft ist das Prinzip der Freiheit, wonach der Mensch niemals bloßes Objekt des anderen sein darf, sondern immer ein autonomes Subjekt ist. Auf diesem Grundsatz fußend begann ein gewaltiger historischer Prozess gegen all diejenigen Aspekte des Lebens, die dieses Prinzip missachteten.

1.) Allen Nationen wurde das Recht zugesprochen, sich in unabhängigen Staaten zusammenzuschließen. Jedes Volk, gekennzeichnet durch die eigene geographische, ethnische, sprachliche und historische Identität, sollte in diesem, entsprechend der eigenen politischen Auffassung selbst geschaffenen Staat das geeignete Werkzeug finden, um seine spezifischen Bedürfnisse auf die beste Art und Weise und unabhängig von jeder äußeren Einmischung zu befriedigen. Die Ideologie der nationalen Unabhängigkeit wurde zu einer starken Triebfeder des Fortschritts und hat dazu beigetragen, den engstirnigen und bornierten Lokalpatriotismus zugunsten einer größeren, umfassenderen Solidarität gegen die Unterdrückung und Fremdherrschaft zu überwinden, auch wurden viele der Hindernisse abgeschafft, welche den freien Verkehr von Personen und Waren einschränkten und innerhalb des neu geschaffenen Staates wurde auch den weniger privilegierten Bevölkerungsschichten Zugang zu den fortschrittlichen staatlichen Institutionen und den Vorteilen einer modernen Staatsordnung verschafft. Diese Ideologie trug aber auch den Keim des kapitalistischen Imperialismus in sich, den unsere Generation mit Macht heranwachsen sah, bis hin zum Entstehen der totalitären Staaten und zum Ausbruch der Weltkriege.

Der Nationalstaat wird heute nicht mehr als das historische Produkt des Zusammenlebens der Menschen angesehen, die in einem lang andauernden Prozess zu gemeinsamen und einheitlichen Lebensformen und – zielen gefunden haben und in ihrem Staat das wirksamste Mittel sehen, ihr Zusammenleben im Rahmen der gesamten menschlichen Gesellschaft zu gestalten. Die Nation wird heute jedoch zu einer Art göttlichem Wesen erhoben, zu einem Gebilde, das nur an den eigenen Vorteil und das eigene Fortkommen denkt, ohne sich in irgendeiner Weise um den Schaden zu kümmern, welcher anderen dadurch zugefügt wird. Die uneingeschränkte Souveränität der Nationalstaaten hat dazu geführt, dass jeder einzelne Nationalstaat über den anderen herrschen will, da sich ein jeder von der Macht des anderen bedroht fühlt, und deshalb immer größere Gebiete als den eigenen „Lebensraum“ beansprucht, und damit auch das Recht, sich hier ohne Rücksicht auf andere bedenkenlos zu bedienen und die für die eigene Existenz notwendigen Ressourcen zu sichern. Diese Herrschaftsansprüche konnten nur dazu führen, dass der mächtigste und stärkste Staat die Vorherrschaft gewinnt und die schwächeren Staaten unterjocht.

Folgerichtig hat sich der Staat vom Garanten der Freiheit seiner Bürger zum Herren über seine Untertanen gewandelt, die ihm jederzeit und mit all ihren Kräften und Fähigkeiten zu Diensten stehen müssen, um die Kriegsmaschinerie zu höchster Leistung zu bringen. Auch in Friedenszeiten, die als Ruhephase zur Vorbereitung unvermeidlicher künftiger Kriege angesehen werden, ist die Macht der Militärkaste in vielen Ländern größer als die der bürgerlichen Schichten und behindert dadurch das Funktionieren der freiheitlichen politischen Staatsordnung immer mehr. Schule, Wissenschaft, Produktion und der Verwaltungsapparat dienen überwiegend der Steigerung des kriegerischen Potentials. Mütter werden zu Gebärmaschinen künftiger Soldaten herabgewürdigt und nach den gleichen Kriterien belohnt, wie besonders fruchtbare Nutztiere auf den Viehmärkten. Kinder werden vom zartesten Alter an zum Soldatenberuf und zum Hass auf die Fremden erzogen. Die individuellen Freiheiten sind aufgehoben, wenn alles militärischen Zwecken untergeordnet ist und alle jederzeit zum Waffendienst gerufen werden können. Immer neue Kriege zwingen die Menschen, ihre Familien, ihre Arbeit und ihr Hab und Gut zu verlassen und ihr Leben für Ziele zu opfern, deren Sinn und Wert niemand wirklich begreift. In wenigen Tagen werden die Früchte jahrzehntelanger Arbeit zunichte gemacht, die doch den allgemeinen gesellschaftlichen Wohlstand vermehren sollten.

Den totalitären Staaten ist es am konsequentesten gelungen, alle gesellschaftlichen Kräfte zu vereinen und ein Höchstmaß an Zentralisierung und Autarkie zu verwirklichen, und somit scheint in den heute herrschenden

internationalen Verhältnissen die totalitäre Staatsform die am besten geeignete zu sein. Wenn eine Nation einen Schritt in Richtung eines noch extremeren Totalitarismus macht, folgen ihr, von ihrem Überlebenswillen auf den gleichen Weg getrieben, alle anderen blind.

2.) Allen Bürgern wurde das gleiche Recht bei der Bildung des Staatswillens zugesprochen, verstanden als die aus freiem Willen zustande gekommene Synthese der unterschiedlichen, sich ändernden wirtschaftlichen und ideologischen Bedürfnisse aller sozialen Schichten. Eine solche politische Ordnung ermöglichte es, viele der von früheren Herrschaftssystemen sozusagen als Altlast übernommenen schlimmsten Ungerechtigkeiten zu korrigieren oder zumindest abzuschwächen. Doch die Pressefreiheit, die Vereinigungsfreiheit und die zunehmende Durchsetzung des allgemeinen und gleichen Wahlrechts erschwerten zusehends die Bewahrung der alten Privilegien und stärkte gleichzeitig das repräsentative System immer mehr.

Nach und nach lernten die Besitzlosen, sich dieser Instrumente zu bedienen und mit ihrer Hilfe die angestammten Rechte und Privilegien der besitzenden Klassen zu schwächen. Die Vermögens- und Erbschaftssteuer, die progressiven Steuersätze auf die größeren Vermögen, die Steuerfreiheit für Minimaleinkommen und lebensnotwendige Bedarfsgüter, die Abschaffung des Schulgelds für öffentliche Schulen, die Einführung eines staatlichen Sozialversicherungssystems, die Agrarreformen und die Regulierung und Kontrolle der industriellen Arbeitsbedingungen, all das bedrohte die privilegierten Schichten in ihrem innersten Kern.

Selbst jene privilegierten Schichten, die der politischen Gleichberechtigung zugestimmt hatten, konnten nicht zulassen, dass die mittellosen Klassen diese Freiheiten dazu nutzten, eine faktische Gleichheit durchzusetzen, die besagte Rechten mit dem konkreten Inhalt wirklicher Freiheit gefüllt hätte. Als dann nach dem Ende des Ersten Weltkriegs die Bedrohung zu stark wurde, war es nur natürlich, dass diese Schichten das Aufkommen der Diktaturen freudig begrüßten und aktiv unterstützten, die dann ihren Gegnern auch die gesetzlichen Waffen entzogen.

Darüber hinaus entstanden mächtige Interessensverbände, gewaltige Industrie- und Bankenkonzerne auf der einen und die Gewerkschaften, die unter einer einzigen Dachorganisation ganze Heerscharen von Arbeitern vereinigten, auf der anderen Seite, und sowohl die Gewerkschaften als auch die Industrieverbände übten starken Druck auf die Regierungen aus, um die jeweiligen Sonderinteressen durchzusetzen. Auf diesem Hintergrund drohte der Staat, in viele einzelne wirtschaftliche Interessensverbände zu zerfallen, die sich untereinander aufs heftigste bekämpften. Die liberal-demokratische Rechtsordnung wurde von diesen Gruppen genutzt, um das gesamte

Gemeinwesen besser für die eigenen Interessen auszunutzen, und verlor so immer mehr an Ansehen. So entstand die Überzeugung, dass allein der totalitäre Staat unter Abschaffung der politischen Freiheiten des Volkes die Interessenskonflikte lösen konnte, deren die politischen Institutionen nicht mehr Herr zu werden vermochten.

In Wirklichkeit festigten die totalitären Regime die nach und nach errungene Stellung der verschiedenen Gesellschaftsklassen, und die Errichtung eines Polizeistaats, der das Leben der Bürger total überwachte, sowie die gewaltsame Vernichtung aller Andersdenkender verhinderte jede rechtmäßige Möglichkeit zu einer Veränderung des Status Quo. Dadurch wurde das Fortbestehen des völlig parasitären Standes der Grundbesitzer und Rentiers gewährleistet, deren einziger Beitrag zur gesellschaftlichen Produktion im Einkassieren ihrer Zinserträge besteht, sowie der Monopole und Kartelle, die die Konsumenten ausnützen und das Geld der kleinen Sparer vernichten. Garantiert wird auch die Stellung der Plutokraten, die hinter den Kulissen die Politiker wie Marionetten beeinflussen, um so die ganze Staatsmaschinerie unter dem Vorwand übergeordneter nationaler Interessen zu ihrem eigenen persönlichen Nutzen zu lenken. Unangetastet bleiben die immensen Vermögen einiger weniger, und das Elend der großen Massen wird festgeschrieben, denen jede Möglichkeit, die Früchte der modernen Zivilisation zu genießen, verwehrt bleibt. Im Wesentlichen wird ein wirtschaftliches System aufrecht erhalten, in dem die materiellen Ressourcen und die Arbeitskraft, die eigentlich zur Befriedigung der für die Entwicklung und Erhaltung menschlicher Lebenskraft unerlässlichen Grundbedürfnisse eingesetzt werden sollten, statt dessen der Erfüllung der überflüssigen und überstiegenen Wünsche der Besitzenden dienen, die allein in der Lage sind, auch die höchsten Preise zu bezahlen: Ein wirtschaftliches System, in dem das Erbschaftsrecht dafür sorgt, dass die Macht des Geldes immer der selben Klasse vorbehalten bleibt, und zu einem Privileg wird, das dem sozialen Wert der tatsächlich geleisteten Dienste in keiner Weise entspricht. Demgegenüber ist die soziale Lage des Proletariats unerträglich, und die Arbeiter sind zum bloßen Überleben oft gezwungen, sich von jedem ausbeuten zu lassen, der ihnen irgendeine Arbeitsmöglichkeit anbietet.

Um die Arbeiterklassen handlungsunfähig und gefügig zu machen, werden die Gewerkschaften, gegründet als freie Organisationen, die sich dem Kampf für die Interessen ihrer Mitglieder verschrieben hatten und die von Personen geführt wurden, die das Vertrauen aller besaßen, in polizeiliche Überwachungsorgane umgewandelt, deren Führungskader von den herrschenden Gruppen eingesetzt werden und nur diesen gegenüber verantwortlich sind. Jedwede Veränderungen eines solchen Wirtschaftssystems werden ausschließlich von den Erfordernissen und Notwendigkeiten des

Militarismus diktiert, die zusammenfallen mit den reaktionären Zielen der privilegierten Schichten, den totalitären Staat zu errichten und zu festigen.

3.) Gegen den autoritären Dogmatismus hat sich der bleibende Wert des kritischen Geistes durchgesetzt. Alles, was behauptet wurde, musste sich selbst rechtfertigen oder verschwinden. Der systematischen Anwendung dieser vorurteilslosen Haltung verdanken wir die größten Errungenschaften unserer Gesellschaft in jedem Bereich. Aber diese Freiheit des Geistes konnte der Krise, die in den totalitären Staat führte, nicht standhalten. Neue Dogmen, die aus Überzeugung oder Heuchelei übernommen werden, erheben sich als die Herrscher über alle Wissenschaften.

Niemand weiß wirklich, was eine Rasse ist, und schon die elementarsten Grundkenntnisse der Geschichte beweisen die Absurdität dieser Theorie, dennoch verlangt man von den Physiologen, daran zu glauben, dass man zu einer auserwählten Rasse gehöre, und dies auch überzeugend nachzuweisen, nur weil der Imperialismus diesen Mythos braucht, um in den Massen den Hass und den Nationalstolz zu schüren. Die eindeutigsten Begriffe der Wirtschaftswissenschaft werden auf den Index verbannt, um eine auf Autarkie abzielende Politik, eine ausgewogene Handelsbilanz und all die anderen alten Eisen des Merkantilismus als herausragende Entdeckungen unserer Zeit anzupreisen. Aufgrund der wechselseitigen wirtschaftlichen Abhängigkeit aller Teile der Welt ist der Lebensraum für jedes Volk, das den Lebensstandard einer modernen Gesellschaft bewahren will, auch der ganze Erdball. Doch es wurde die Pseudowissenschaft der Geopolitik geschaffen, die die Gültigkeit der Theorie vom Lebensraum beweisen will, um den Herrschaftswillen des Imperialismus theoretisch zu untermauern.

Die wesentlichen Daten der Geschichte werden im Interesse der herrschenden Klasse gefälscht. Die Bibliotheken und Buchhandlungen werden von allen, nicht für rechtgläubig gehaltenen Werken gesäubert. Die Finsternis des Obskurantismus droht erneut, den menschlichen Geist zu ersticken. Selbst die Sozialethik der Freiheit und der Gleichheit wird ausgehöhlt. Die Menschen werden nicht mehr als freie Bürger angesehen, die sich des Staates bedienen können, um ihre gesellschaftlichen Ziele und Interessen wirksamer durchsetzen zu können. Sie werden zu Untertanen des Staates, der bestimmt, wie ihre Ziele und Interessen auszusehen haben. Der Wille des Staates wird zu dem Willen der Statthalter der Macht. Die Menschen sind keine mit Rechten ausgestatteten Personen mehr, sondern sie sind einer klaren Hierarchie unterworfen und müssen den höheren Autoritäten widerspruchlos gehorchen, an deren Spitze ein Führer steht, der gebührend vergöttlicht werden muss. Das Kastensystem ist allmächtiger als je zuvor aus seiner eigenen Asche wieder auferstanden.

Dieses reaktionäre totalitäre System hat, nachdem es in einigen Ländern gesiegt hat, im nationalsozialistischen Deutschland eine Macht gefunden, die sich für fähig hielt, diese Ideologie bis in die letzte Konsequenz umzusetzen. Nach gründlicher Vorbereitung und dreister und skrupelloser Ausnutzung bestehender Rivalitäten, Egoismen und der Dummheit der anderen gelang es Hitler-Deutschland auch noch andere Vasallenstaaten mit sich zu reißen, zuerst Italien, danach hat es sich mit Japan verbündet, das in Asien identische Ziele verfolgte, und alle in einen Angriffskrieg zur Errichtung der Weltherrschaft gestürzt. Ein Sieg würde die endgültige Durchsetzung des Totalitarismus auf der Welt bedeuten, und das in seiner brutalsten Form, und die progressiven Kräfte wären für lange Zeit zu bloßer negativer Opposition verdammt.

Die traditionelle Arroganz und der Starrsinn der deutschen Militärkaste kann uns schon eine Vorstellung davon geben, wie ihre Herrschaft nach dem totalen Sieg aussehen würde. Die siegreichen Deutschen könnten sich sogar einen Anflug von geheuchelter Großzügigkeit gegenüber den anderen europäischen Völkern leisten, ihre Staatsgebiete und politischen Institutionen formal anerkennen, um so die eigene Herrschaft zu sichern, denn so wäre diesem törichtem patriotischen Gefühl Genüge getan, das die Farben der Grenzpfähle und die Nationalität der im Rampenlicht stehenden Politiker für wichtiger hält als das tatsächliche Kräfteverhältnis und den wirklichen Inhalt der staatlichen Institutionen. Wie auch immer verkleidet, wäre die Realität doch immer die gleiche, nichts als die erneute Aufteilung der Menschheit in Spartiaten und Heloten.

Auch eine Kompromisslösung zwischen den kämpfenden Parteien würde einen weiteren Schritt hin zum Totalitarismus bedeuten, wären doch alle Länder, die dem Würgegriff Deutschlands entgangen sind, zur Anwendung der gleichen politischen Organisationsformen gezwungen, um sich angemessen auf einen Wiederbeginn des Krieges vorzubereiten. Aber Hitlerdeutschland hat dadurch, dass es die kleineren Staaten einen nach dem anderen unterjocht hat, auch größere und mächtigere Länder zur Gegenwehr gezwungen. Der Mut und Kampfgeist Großbritanniens, das selbst zu einem äußerst kritischen Zeitpunkt, als es dem Feind allein gegenüberstand, in den Krieg eintrat, hat dazu geführt, dass die Deutschen auf den zähen Widerstand der sowjetischen Streitkräfte trafen, und dies gab Amerika Zeit zur Mobilisierung all seiner unermesslichen materiellen und humanen Ressourcen. Dieser Kampf gegen den deutschen Imperialismus war eng verbunden mit dem des chinesischen Volkes gegen den japanischen Imperialismus.

Unzählige Menschen haben sich schon gegen die totalitären Mächte gestellt, und enorme Finanzmittel wurden schon bereitgestellt. Die Macht der totalitären Länder hat schon ihren Höhepunkt erreicht und wird von nun an

unaufhaltsam ihrem Niedergang entgegengehen. Die Gegenkräfte haben dagegen ihren Tiefpunkt bereits überwunden und werden immer stärker.

Der Krieg der Alliierten stärkt jeden Tag aufs Neue den Willen zur Befreiung, auch in den besetzten und unterjochten Ländern, die sich unter der Gewalt selbst aufgegeben hatten. Der Wille zur Befreiung erwacht sogar in den Völkern der Achse, die sich bewusst werden, dass sie in den Abgrund gerissen werden, nur um die Gier ihrer Machthaber zu befriedigen.

Unzählige Menschen wurden von dem neuen Regime verformt, verblendet und haben sich angepasst, und so konnte sich die totalitäre Macht festigen, doch heute ist dieser langsame Prozess nicht nur unterbrochen, sondern es hat schon längst eine entgegengesetzte Entwicklung begonnen. In dieser starken, sich langsam erhebenden Bewegung finden sich alle progressiven Kräfte wieder: Die aufgeklärten Teile der Arbeiterklasse, die weder Gewalt und Terror noch Schmeicheleien von ihrem Streben nach einem besseren Leben abhalten konnten; die klarsten Köpfe der Intellektuellen, die die Erniedrigung der Intelligenz als Kränkung empfanden; Unternehmer, die sich zu neuen Initiativen fähig fühlen und die bürokratischen Fesseln der nationalen Autarkie abwerfen möchten, weil sie ihre Bewegungsfreiheit einengen; und schließlich all diejenigen, deren angeborener Sinn für Würde sie auch in der demütigenden Sklaverei den aufrechten Gang nicht hat vergessen lassen.

All diesen Kräften ist heute die Rettung unserer Zivilisation anvertraut.

II. Die Aufgaben der Nachkriegszeit. Die europäische Einheit

Die Niederlage Deutschlands würde aber nicht automatisch zu einer Neuordnung Europas nach unserem Ideal der Zivilgesellschaft führen. In der kurzen intensiven Zeit der allgemeinen Krise (während derer die Staaten zerstört am Boden liegen und die Volksmassen voller Sorgen auf neue Ideen warten werden, formbar und aufnahmefähig für neue Formen, bereit, die Führung ehrlicher international denkender Männer anzunehmen), werden die in den alten nationalstaatlichen Systemen ehemals am stärksten privilegierten Schichten mit Hinterlist oder mit Gewalt versuchen, die Welle der internationalen Begeisterung abzuschwächen, und sich ostentativ damit beschäftigen, das alte Staats- und Herrschaftssystem wiederherzustellen. Es ist wahrscheinlich, dass die englischen Staatsführer, vielleicht sogar im Einverständnis mit den führenden amerikanischen Politikern, versuchen werden, die Dinge in diese Richtung zu lenken, um die Politik des Gleichgewichts der Kräfte im scheinbar unmittelbaren Interesse ihrer Länder weiter verfolgen zu können.

Die konservativen Kräfte, das heißt die Amtsinhaber der wichtigsten Institutionen der Nationalstaaten; die Führungsschicht des Militärs, die auch bis in monarchistische Kreise reicht; all jene Gruppen des monopolistischen Kapitalismus, die das eigene Profitinteresse mit dem Staatsinteresse gleichgesetzt haben; die Großgrundbesitzer und die hohen kirchlichen Würdenträger, deren parasitäre Erträge nur durch eine stabile konservative Gesellschaftsordnung gesichert sind; und in ihrer Folge die ganze unzählige Schar derer, die von ihnen abhängen oder auch nur von ihrer althergebrachten Macht verblendet sind; alle diese reaktionären Kräfte spüren schon heute, dass das Fundament ihrer Macht brüchig geworden ist, und versuchen nun, zu retten, was noch zu retten ist. Der Zusammenbruch würde ihnen auf einen Schlag all die Sicherheiten nehmen, über die sie bisher verfügten, und sie dem Angriff der progressiven Kräfte aussetzen.

Die Revolutionäre Situation: Alte und Neue Strömungen

Der Zusammenbruch der totalitären Regime bedeutet für die Völker gefühlsmäßig die Rückkehr der „Freiheit“; die auf ihrem Siegeszug nicht aufzuhalten ist, und damit auch automatisch die Einführung der Meinungs- und Vereinigungsfreiheit. Das wird der Triumph der demokratischen Kräfte sein. Diese haben unzählige Nuancen, die von einem sehr konservativen Liberalismus bis hin zum Sozialismus und zur Anarchie gehen. Sie glauben an das „spontane Entstehen“ der Ereignisse und der Institutionen, an den

absoluten Wert der Impulse, die von unten kommen. Sie wollen den Lauf der „Geschichte“, das „Volk“ und das „Proletariat“, oder wie auch immer ihre Götter heißen, zu nichts zwingen. Sie wünschen das Ende der Diktaturen, und stellen es sich wie die Rückgabe der unveräußerlichen Selbstbestimmungsrechte an das Volk vor. Die Krönung ihrer Träume ist eine verfassungsgebende Versammlung, gewählt unter strengster Achtung der Rechte des Wahlvolks und mit einem möglichst weit ausgedehnten Wahlrecht. Sie entscheidet darüber, welche Verfassung sich das Land gibt. Wenn das Volk dazu nicht reif ist, wird es sich eine schlechte Verfassung geben; doch kann diese nur durch eine fortwährende Überzeugungsarbeit verbessert werden.

Die Demokraten verzichten nicht prinzipiell auf Gewalt; sie wollen jedoch nur dann auf sie zurückgreifen, wenn die Mehrheit von ihrer Unvermeidbarkeit überzeugt ist, das heißt genau dann, wenn Gewaltanwendung nur noch ein nahezu überflüssiges Tüpfelchen auf dem „i“ darstellt. Die Demokraten taugen also als geeignete Führungskräfte nur in Zeiten des normalen demokratischen Lebens, in denen ein Volk im Grossen und Ganzen von der Zweckmäßigkeit und Funktionstüchtigkeit seiner Grundordnung überzeugt ist, die nur einer Änderung in vergleichsweise zweitrangigen Aspekten bedarf. In revolutionären Zeiten, in denen die Institutionen noch aufgebaut und nicht nur verwaltet werden müssen, scheitert die demokratische Praxis kläglich. Die bedauernswerte Unfähigkeit der Demokraten während der russischen, deutschen und spanischen Revolution sind drei der jüngsten Beispiel dafür. Nach dem Zusammenbruch des alten Staatsapparats mit seinen Gesetzen und seiner Verwaltung werden unzählige Volksversammlungen und Volksvertretungen einberufen, in denen der alte Rechtszustand dem Anschein nach entweder verteidigt oder aber rigoros abgelehnt wird und in denen alle fortschrittlichen gesellschaftlichen Kräfte zusammenfließen und die anstehenden Fragen aufgeregt erörtern. Das Volk hat gewiss einige grundlegende Bedürfnisse zu stillen, weiß aber nicht recht, was es wirklich will oder was zu tun ist. Tausend Glocken klingen in den Ohren des Volkes. Den Millionen unterschiedlicher Köpfe und Meinungen gelingt es nicht, eine gemeinsame Richtung zu finden, und das Volk zerfällt in eine Unzahl verschiedener Strömungen, die sich gegenseitig bekämpfen.

In einem solchen Moment ist jedoch größte Entscheidungsfähigkeit und größte Entschlossenheit gefragt, doch die Demokraten fühlen sich verloren, wenn sie keinen spontanen Volkskonsens hinter sich spüren, sondern nur einen unruhigen Aufruhr der Leidenschaften. Sie sehen es als ihre Pflicht an, diesen Konsens zu erreichen und appellieren mahnend von der Kanzel herab an das Volk, in einem Moment, in dem Menschen mit Führungsqualitäten gebraucht werden, die das zu erreichende Ziel klar vor Augen haben. Und so wird die

günstigste Gelegenheit zur Festigung der neuen Staatsform verpasst, denn die in aller Eile einberufenen Organe benötigen eine lange Vorbereitungszeit und sind deshalb nur für Zeiten relativer politischer Ruhe geeignet. Sie spielen ihren Gegnern Waffen zu, die diese dann gegen sie selbst wenden. Sie zeigen mit ihren zahlreichen Widersprüchen nicht so sehr den Willen zur Erneuerung, sondern eher die allgemeine konfuse Tatenlosigkeit und Entscheidungsschwäche all der Kräfte, die sich gegenseitig lähmen und somit den Boden für die reaktionären Kräfte vorbereiten. In einer revolutionären Krise wird die politische Methode der Demokraten nichts als nutzloser Ballast sein.

Sobald die Demokraten mit ihren Wortgefechten ihre Beliebtheit als Verfechter der Freiheit verspielt haben, weil den Worten keine ernsthafte politische und soziale Revolution nachgefolgt ist, würden zweifelsohne die politischen Institutionen wiederauferstehen, die schon vor der Machtergreifung des Totalitarismus geherrscht haben, und die politische Auseinandersetzung würde nach den alten Mustern des Klassenkampfes fortgeführt werden.

Das Prinzip, wonach der Klassenkampf der einzige gemeinsame Nenner ist, auf den alle politischen Probleme zurückgeführt werden, war die Grundüberzeugung vor allem der Fabrikarbeiter und hat dazu beigetragen, ihrer Politik Geschlossenheit zu geben, so lange die grundlegenden Institutionen nicht in Frage gestellt wurden. Es verwandelt sich aber in ein Instrument zur Isolierung des Proletariats, wenn die gesamte Gesellschaftsordnung grundlegend erneuert werden muss. Die im Klassenkampf groß gewordenen Arbeiter haben noch nicht erkannt, dass ihre spezifischen Klasseninteressen, oder sogar die Interessen der Arbeiter einzelner Wirtschaftsbranchen nicht durchzusetzen sind, wenn sie nicht in die Interessen der anderen Gesellschaftsschichten eingebunden werden, oder aber sie streben die einseitige Diktatur ihrer Klasse an, um die utopische Kollektivierung aller Produktionsmittel zu erreichen, die von einer jahrhundertealten Propaganda als das Allheilmittel für all ihre Leiden angepriesen wird. Diese Politik kann keine andere Schicht außer die der Arbeiter begeistern und verliert somit die Unterstützung aller anderen progressiven Kräfte, oder liefert sie der Reaktion aus, die sich ihrer geschickt bedient, um der proletarischen Bewegung das Rückgrat zu brechen.

Unter den verschiedenen Strömungen der traditionellen Arbeiterbewegung, die der Klassenpolitik und dem kollektivistischen Ideal verpflichtet sind, waren es gerade die Kommunisten, die die Notwendigkeit, aber auch die Schwierigkeit erkannt hatten, für die Umsetzung ihrer Politik starke Bündnispartner zu finden. Deswegen haben sich die Kommunisten im Unterschied zu den anderen Volksparteien in eine streng organisierte

Bewegung verwandelt und den Mythos der russischen Revolution ausgenutzt, um die Arbeiter in einer Einheitsbewegung zusammenzuschließen, jedoch wird die Arbeiterklasse nicht zum eigentlichen Entscheidungsträger erhoben, sondern als bloßes Werkzeug in den diversen aussichtslosen politischen Schachzügen eingesetzt.

Diese Vorgehensweise gibt den Kommunisten in revolutionären Krisen eine größere politische Effizienz als den Demokraten; doch versuchen die kommunistischen Kräfte unter dem Vorwand, dass die „wahre Revolution“ des Proletariats erst noch kommen werde, die Arbeiterklasse so weit wie möglich von den anderen revolutionären Kräften fernzuhalten, und so wird im entscheidenden Moment eine Spaltung hervorgerufen, die die Durchsetzung der politischen Zielsetzungen insgesamt schwächt. Auch ihre absolute Abhängigkeit vom russischen Sowjetstaat, der die nationalen kommunistischen Bewegungen des Öfteren dazu benutzt hat, die eigenen nationalen politischen Interessen durchzusetzen, verleiht der eigenen nationalen kommunistischen Politik keinerlei Kontinuität. Sie müssen sich immer hinter einem Karoly, einem Blum, einem Negrin verstecken, um dann umso widerstandsloser gemeinsam mit ihren demokratischen Strohmännern unterzugehen. Man erwirbt und festigt die Macht nicht nur durch kluge politische Schachzüge, sondern allein dann, wenn man auch in der Lage ist, glaubwürdige und realitätsnahe Antworten auf die Anforderungen der modernen Gesellschaft zu geben.

Bleibe der Kampf in der Zukunft auf das traditionelle nationale Feld beschränkt, so wäre es sehr schwer, den alten, bisher nicht gelösten Problemen zu entfliehen. Denn die Nationalstaaten haben ihre Wirtschaft bereits so weitgehend geplant, dass die Kernfrage schon bald wäre, welche wirtschaftliche Interessensgemeinschaft, mit anderen Worten welche Klasse, die wirtschaftlichen Schalthebel in der Hand hält. Die Front der progressiven Kräfte würde im Streit zwischen den Gesellschaftsklassen und den unterschiedlichen wirtschaftlichen Interessen leicht zerschmettert werden. Aller Wahrscheinlichkeit nach würden die reaktionären Kräfte daraus Profit schlagen.

Eine echte revolutionäre Bewegung muss von den Gruppierungen ausgehen, die den alten politischen Ausrichtungen kritisch gegenüberstehen. Sie wird lernen müssen, mit den demokratischen Kräften zusammenzuarbeiten, mit den Kommunisten, und ganz allgemein mit all denen, die zum Untergang des Totalitarismus beigetragen haben, ohne sich jedoch von der politischen Praxis irgendeiner dieser Kräfte instrumentalisieren zu lassen.

Die reaktionären Kräfte verfügen über fähige Männer und Führungspersönlichkeiten, die zum Befehlen erzogen wurden, und die entschlossen für den Erhalt ihrer Vorherrschaft kämpfen werden. In schweren

Zeiten werden sie sich geschickt verstellen, sie werden vorgeben, Befürworter der Freiheit, des Friedens, des allgemeinen Wohlstands der ärmeren Klassen zu sein. Wir haben schon in der Vergangenheit gesehen, wie sie sich hinter den Volksbewegungen verborgen und diese gelähmt, umgeleitet und in das glatte Gegenteil verwandelt haben. Sie werden ohne Zweifel die gefährlichste Kraft sein, die es auszuschalten gilt.

Ihr Ziel wird mit aller Sicherheit die Wiederherstellung des Nationalstaates sein. Hierbei können sie auf das am weitesten verbreitete Volksempfinden zurückgreifen, auf das Nationalgefühl, das durch die vergangenen Erschütterungen am meisten verletzt wurde und von den Reaktionären am leichtesten manipuliert werden kann. Auf diese Weise können sie auch darauf hoffen, die Ideen ihrer Gegner leichter zu verwirren, da sich die einzige politische Erfahrung der Massen bisher im Rahmen der nationalen Grenzen bewegte. Deswegen ist es auch umso leichter, sowohl das Volk als auch seine kurzsichtigeren politischen Führer auf den Weg des Wiederaufbaus der durch die Katastrophe zerstörten Nationalstaaten zu locken.

Würden dieses Ziel erreicht, dann hätte die Reaktion gewonnen. Diese Staaten könnten sogar dem Anschein nach verhältnismäßig demokratisch und sozialistisch sein, doch wäre die Rückkehr der Macht in die Hände der reaktionären Kräfte nur eine Frage der Zeit. Die nationalen Rivalitäten würden wiedererwachen und jeder Staat erneut die Befriedigung seiner eigenen Bedürfnisse ausschließlich in die Hände des Militärs legen. Übergeordnetes Ziel wäre es, die Völker früher oder später wieder in den Krieg zu führen. Die Generäle würden wieder befehlen, die Monopolisten wieder von einer auf Autarkie ausgerichteten Wirtschaft profitieren, die bürokratischen Körperschaften würden sich wieder aufblähen, die Priester würden die Massen wieder zähmen. Alle Errungenschaften der ersten Stunde würden auf ein Nichts zusammenschrumpfen vor der Notwendigkeit, sich auf einen neuen Krieg vorzubereiten.

Das Problem, welches zu allererst gelöst werden muss und ohne dessen Lösung jeder andere Fortschritt nur ein Schein bleibt, ist die endgültige Abschaffung der Zersplitterung Europas in souveräne Nationalstaaten. Der Zusammenbruch der Mehrheit der Staaten des Kontinents unter der deutschen Dampfwalze hat schon das gemeinsame Schicksal der europäischen Völker besiegelt, denn entweder werden sie alle gemeinsam der Herrschaft Hitler-Deutschlands unterworfen oder aber alle gemeinsam nach dem Zusammenbruch dieses Regimes in eine revolutionäre Krise eintreten, in der sie sich aus ihren herkömmlichen Staatsstrukturen befreien und die vorhandene Trennung aufheben können. Schon heute stehen sie einem föderativen Wiederaufbau Europas viel wohlwillender gegenüber als in der

Vergangenheit. Die dramatischen Erfahrungen der letzten Jahrzehnte haben auch denen die Augen geöffnet, die nichts sehen wollten, und haben viele günstige Umstände für unser Ideal geschaffen.

Alle vernünftigen Menschen haben inzwischen begriffen, dass ein Gleichgewicht unter den unabhängigen europäischen Staaten nicht aufrecht zu erhalten ist, solange das militaristische Deutschland unter gleichen Bedingungen mit den anderen Staaten zusammenlebt. Genauso wenig kann man Deutschland nach seiner Niederlage zerstückeln und es „mit dem Fuß im Nacken“ zu einem Kleinstaat degradieren. Es wurde klar, dass kein Land in Europa unbeteiligt bleiben kann, während die anderen sich bekriegen, und dass Neutralitätserklärungen und Nichtangriffspakte zu nichts nütze sind. Es ist inzwischen bewiesen, wie nutzlos, ja schädlich Organismen von der Art eines Völkerbundes sind, der vorgab, ein internationales Recht zu garantieren, ohne eine militärische Kraft zu besitzen, die in der Lage gewesen wäre, unter Wahrung der absoluten Souveränität der teilnehmenden Staaten internationale Entscheidungen durchzusetzen. Absurd ist das Prinzip der Nichteinmischung in die inneren Angelegenheiten eines Staates, nach dem jedes Volk frei sein sollte, sich eine beliebige despotische Regierung zu wählen, als wäre der innere Aufbau jedes einzelnen Staates nicht von vitalem Interesse für jeden anderen europäischen Staat. Unlösbar sind die vielfältigen Probleme, die das internationale Leben unseres Kontinents vergiften. Die Grenzziehung in den Gebieten mit gemischter Bevölkerung, die Verteidigung der nationalen Minderheiten, der Zugang zum Meer für Binnenländer, die Balkanfrage, die Irland-Frage, usw., all diese Probleme könnten in einer Europäischen Föderation leicht gelöst werden, ebenso wie in der Vergangenheit die verschiedenen Konflikte der Kleinstaaten mit ihrer Aufnahme in das größere nationale Staatsgebilde gelöst und dadurch entschärft wurden, dass sie nun als eine innerstaatliche Angelegenheit betrachtet wurden.

Auf der anderen Seite begünstigen viele Umstände das Errichten eines föderativen Systems, das allein in der Lage ist, der momentanen Anarchie ein Ende zu setzen: Der zerstörte Mythos der Unangreifbarkeit Großbritanniens, der die Engländer in die so genannte „splendid isolation“ getrieben hatte, bedeutete auch das Ende des Gefühls der Sicherheit; die Niederlage und Auflösung der französischen Streitkräfte und der französischen Republik schon beim ersten ernsthaften Angriff der deutschen Truppen (wodurch die chauvinistische Überzeugung von der absoluten gallischen Überlegenheit hoffentlich stark geschwächt wurde); und vor allem das allgemeine Erkennen der großen Gefahr, unter das deutsche Joch zu geraten. Auch die Tatsache, dass England inzwischen die indische Unabhängigkeit anerkannt hat, und dass Frankreich mit dem Eingestehen seiner Niederlage möglicherweise sein ganzes

Imperium verloren hat, erleichtert es, eine Verständigungsbasis für eine europäische Neuordnung der kolonialen Besitztümer zu finden.

Dazu kommen schließlich noch der Untergang einiger der wichtigsten Dynastien und die schwankenden Grundfesten der übrigen Monarchien. Es muss dabei berücksichtigt werden, dass die Dynastien, welche die verschiedenen Länder als ihr traditionelles Erbe betrachten, zusammen mit den mächtigen Interessen, in deren Einverständnis sie handelten, ein ernsthaftes Hindernis bei einer von der Vernunft gebotenen Errichtung der Vereinigten Staaten von Europa darstellten, da diese nur auf einer republikanischen Verfassung aller ihrer Mitgliedsländer gegründet werden können. Und wenn sich, über den europäischen Horizont hinaus, in einer Zukunftsvision alle Völker der Menschheit in die Arme fallen sollten, dann muss man akzeptieren, dass die Europäische Föderation die einzige denkbare Garantie dafür darstellt, dass die Beziehungen zu den asiatischen und amerikanischen Völkern sich auf der Grundlage einer friedlichen Zusammenarbeit entwickeln können, in Erwartung einer weiter entfernten Zukunft, in welcher die politische Einheit des ganzen Erdballs möglich sein wird.

Die Trennungslinie zwischen den fortschrittlichen und den reaktionären Parteien verläuft also jetzt nicht mehr entlang der formalen Linie einer mehr oder weniger ausgeprägten Demokratie oder eines mehr oder weniger ausgeprägten sozialistischen Systems, sondern entlang der grundlegend neuen Trennungslinie: Auf der einen Seite stehen all diejenigen, die weiter dem alten Hauptziel, der Übernahme der politischen Macht im Nationalstaat verhaftet bleiben, und die, ohne es zu wollen, unvermeidlich zum Spielball der reaktionären Kräfte werden, indem sie die glühende, formbare Lava der Begeisterung des Volkes in die alten Formen pressen und dadurch die alten Absurditäten wieder auferstehen lassen, auf der anderen Seite stehen diejenigen Kräfte, die ihre Hauptaufgabe darin sehen, einen soliden und gefestigten internationalen Staat zu schaffen, und die Kräfte des Volkes in diese Richtung lenken wollen. Selbst wenn diese Kräfte die nationale Macht erobern sollten, werden sie diese in erster Linie als Werkzeug zur Verwirklichung der internationalen Einheit einsetzen.

Aufklärung, Propaganda und Aktion, aber auch eine Vielfalt von Absprachen und Zusammenarbeit zwischen den einzelnen Bewegungen, die in den verschiedenen Ländern zweifelsohne entstehen werden, bilden schon jetzt das Fundament für eine einheitliche Bewegung, die alle Kräfte zu mobilisieren vermag, um diesen neuen übernationalen Organismus ins Leben zu rufen, der nach Jahrhunderten die großartigste und fortschrittlichste Schöpfung in Europa sein wird. Es muss ein stabiler Bundesstaat aufgebaut werden, der die

nationalen Streitkräfte zugunsten einer europäischen Streitmacht abschafft; der entschieden die Wirtschaftsautarkien zerschmettert, die das Rückgrat der totalitären Regime bilden; der über angemessene Staatsorgane und finanzielle Mittel verfügt, um in den einzelnen Bundesstaaten seine Entscheidungen, die dem Erhalt der gemeinschaftlichen Ordnung dienen, durchsetzen zu können, dabei aber gleichzeitig den einzelnen Staaten die Autonomie lässt, die es ihnen erlaubt, das politische Leben gemäß der besonderen Eigenheiten der jeweiligen Völker auszuformen und weiter zu entwickeln.

Wenn es in den größten europäischen Ländern genug Menschen gibt, die das verstehen, dann werden wir den Sieg binnen kurzer Zeit in unseren Händen halten, da die allgemeinen Umstände und der Zeitgeist unserem Werk zuarbeiten. Ihnen werden Parteien und Tendenzen gegenüberstehen, die sich durch die verheerende Erfahrung der letzten zwanzig Jahre selbst diskreditiert haben. Denn die Zeit ist gekommen, für neue Aufgaben, für den neuen Menschen, für die BEWEGUNG FÜR EIN FREIES UND VEREINTES EUROPA.

III. Die Aufgaben der Nachkriegszeit. Die Reform der Gesellschaft

Ein freies und vereinigtes Europa ist die notwendige Voraussetzung für die Weiterentwicklung der modernen Gesellschaft, die im Zeitalter des Totalitarismus zum Stillstand gekommen war. Das Ende dieser Ära wird sofort den historischen Prozess gegen die Ungleichheit und die sozialen Privilegien wieder entfachen. Alle alten, konservativen Institutionen, die diesen Prozess behinderten, werden zusammenbrechen; und diese Krise muss mit Mut und Entschlossenheit genutzt werden.

Die europäische Revolution muss, um unseren eigenen Ansprüchen zu genügen, sozialistisch sein, das heißt, sie muss also sich als Ziel die Emanzipation der arbeitenden Bevölkerung und das Erreichen würdigerer Lebensbedingungen für diese Schicht setzen. Der Richtung weisende Kompass kann hierbei aber nicht das rein doktrinaire Prinzip sein, nach dem das Privateigentum an den Produktionsmitteln prinzipiell abgeschafft werden muss, oder nur in einer Übergangsphase geduldet werden kann. Die allgemeine Verstaatlichung der Wirtschaft war die erste utopische Form, unter der sich die Arbeiterklasse die Befreiung vom kapitalistischen Joch vorstellte; jedoch sobald dies einmal vollständig durchgesetzt ist, führt dies nicht zum ersehnten Ziel, sondern zur Errichtung eines Regimes, in dem das ganze Volk im Dienst einer kleinen Kaste von Bürokraten steht, die die Wirtschaft verwaltet.

Das wahre Grundprinzip des Sozialismus besteht darin, dass die wirtschaftlichen Kräfte nicht über die Menschen herrschen sollen, sondern dass diese Kräfte, so wie es für die Naturgewalten zutrifft, auf vernünftige Weise von den Menschen gezähmt, gelenkt und kontrolliert werden sollten, damit die großen Massen nicht zu ihrem Opfer werden (die allgemeine Kollektivierung stellt lediglich eine überstürzte und fehlerhafte Schlussfolgerung aus diesem Grundprinzip dar). Die enormen, aus dem individuellen Interesse entspringenden fortschrittlichen Kräfte, sollten nicht in der täglichen Routine ersticken, um dann vor der unlösbaren Aufgabe zu stehen, Unternehmungsgeist, Leistung und Engagement anschließend durch finanzielle Anreize und Gehaltsdifferenzierung wiederzuerwecken; diese Kräfte sollen stattdessen unterstützt und ausgebaut werden, und ihnen sollten größere Chancen zur Weiterentwicklung, Selbstentfaltung und Arbeitsmöglichkeiten gegeben werden. Gleichzeitig müssen die Rahmenbedingungen konsolidiert und perfektioniert werden, die zur Erreichung all der Ziele führen, die für die ganze Gesellschaft am wichtigsten sind.

Das Privateigentum muss von Fall zu Fall abgeschafft, begrenzt, korrigiert oder auch erweitert werden, also nicht auf dogmatische und prinzipielle Art. Diese Richtlinie fügt sich selbstverständlich in den Prozess der Entstehung eines europäischen Wirtschaftslebens ein, das von dem Alptraum des Militarismus und des nationalen Bürokratismus befreit ist. Die rationale Lösung muss die Stelle der irrationalen einnehmen, auch im Bewusstsein der Arbeiter. Um den Inhalt dieser Richtlinie genauer zu klären und unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die Angemessenheit und die Modalitäten jedes einzelnen Programmpunktes immer vor dem von jetzt an unverzichtbaren Hintergrund der europäischen Einheit beurteilt werden müssen, betonen wir die folgenden Punkte:

a) Es gibt Unternehmen, die nicht in privaten Händen verbleiben sollten, zum Beispiel Konzerne, die eine Monopolstellung eingenommen haben, die ihnen die Möglichkeiten zur Ausbeutung der Konsumenten bietet, zum Beispiel die Elektrizitätswerke; oder die Unternehmen von kollektivem Interesse, die aber Schutzzölle, Subventionen, Beihilfen usw. benötigen (das bekannteste Beispiel für diese Art von Industrie ist bisher in Italien die Eisen- und Stahlindustrie); und die Unternehmen, die wegen der Höhe des investierten Kapitals und der Anzahl der von ihnen beschäftigten Arbeiter oder aufgrund der Wichtigkeit des von ihnen beherrschten Wirtschaftszweigs, die Staatsorgane erpressen und eine für sie geeignete Politik erzwingen können (z.B.: Bergbau, Großbanken, große Rüstungsindustrien). Dies ist das Feld, in dem man sicherlich in großem Maßstab Nationalisierungen vornehmen muss, ohne jede Rücksicht auf angestammte Rechte und Privilegien.

b) Eigentums- und Erbschaftsrecht haben in der Vergangenheit dazu geführt, dass in den Händen weniger Privilegierter große Reichtümer angehäuft wurden, die während einer revolutionären Krise gerecht verteilt werden sollten, um die parasitären Schichten abzuschaffen und den Arbeitern die Produktionsmittel in die Hand zu geben, derer sie zur Verbesserung ihrer finanziellen Situation und zur Erreichung größerer Unabhängigkeit bedürfen. Wir denken dabei an eine Agrarreform, die das Land denen überschreibt, die es bebauen, wodurch die Anzahl der Grundbesitzer enorm ansteigen würde, oder an eine Industriereform, die das Eigentum der Arbeiter auf die nicht verstaatlichten Bereiche ausdehnt, und zwar durch Mitbestimmung, Betriebsaktien für Arbeiter usw.

c) Die jungen Menschen müssen durch angemessene Maßnahmen gefördert werden, damit die ungleichen Ausgangspositionen im Lebenskampf auf ein Minimum reduziert werden. Vor allem muss die öffentliche Schule eine reale Möglichkeit bieten, den Begabtesten und nicht nur den Reichsten den Zugang zu den höchsten Schul- und Studienabschlüssen zu ermöglichen; und

das Bildungssystem muss in jedem Ausbildungs- und Studienzweig eine der Nachfrage des Marktes entsprechende Anzahl von Personen auf die unterschiedlichen Berufe und die freien und wissenschaftlichen Tätigkeiten vorbereiten, damit die Durchschnittslöhne für die verschiedenen Berufszweige mehr oder weniger gleich sind, wie unterschiedlich die Bezahlung innerhalb der gleichen Kategorie auch sein mag, entsprechend den unterschiedlichen persönlichen Leistungen und Fähigkeiten.

d) Die dank der modernen Technik schier unbegrenzte Möglichkeit der Massenproduktion lebenswichtiger Güter erlaubt es inzwischen, alle Menschen mit verhältnismäßig geringen sozialen Kosten mit Wohnung, Nahrung und Kleidung zu versorgen, um allen ein menschenwürdiges Leben zu gewährleisten. Die menschliche Solidarität gegenüber denjenigen, die im wirtschaftlichen Kampf unterlegen sind, sollte aber keine karitative Form annehmen, die immer erniedrigend ist und das gleiche Übel verursacht, das sie beseitigen will. Sondern sie soll mittels gezielter Maßnahmen allen Menschen bedingungslos eine angemessene Lebensqualität garantieren, ob sie nun arbeiten können oder nicht, ohne indes den Anreiz zur Arbeit, Leistung und zum Sparen zu verringern. Dadurch wird niemand mehr durch Armut gezwungen sein, halsabschneiderische Arbeitsverträge zu akzeptieren.

e) Die Befreiung der Arbeiterklasse kann nur unter den oben genannten Bedingungen stattfinden. Sie darf nicht wieder in die Hände der Wirtschaftspolitik der monopolistischen Syndikate fallen, die ganz einfach die Unterdrückungsmethoden des Großkapitals auf die Lebensbedingungen der Arbeiter übertragen. Die Arbeiter müssen ihre Vertrauensleute wieder frei wählen dürfen, damit Arbeits- und Lohnbedingungen kollektiv verhandelt werden, und der Staat muss die Rechtsmittel zur Verfügung stellen, die das Zustandkommen und Einhalten der abgeschlossenen Verträge garantieren. Alle monopolistischen Tendenzen können wirksam bekämpft werden, sobald diese sozialen Reformen durchgesetzt worden sind.

Diese Veränderungen müssen vorgenommen werden, um innerhalb der neuen Gesellschaftsordnung eine breite Schicht von Bürgern zu schaffen, denen die Aufrechterhaltung dieser Ordnung am Herzen liegt, und um dem politischen Leben eine freiheitliche Prägung zu geben, die durch einen starken Sinn für soziale Verantwortung gekennzeichnet ist. Auf dieser Grundlage haben die politischen Freiheiten wirklich einen konkreten Inhalt, nicht nur einen formalen, und das gilt für alle, denn dann wird die überwiegende Mehrheit der Bürger unabhängig und verantwortungsbewusst genug sein, um eine dauerhafte und wirksame Kontrolle über die ausführenden Gewalten auszuüben.

Es wäre müßig, sich mit den konstitutionellen Institutionen aufzuhalten, da sich die Konditionen, unter welchen sie entstehen und wir ken sollen, nicht vorhersehen lassen. Daher würden wir nur wiederholen, was alle schon über die Notwendigkeit repräsentativer Organe wissen und gesagt haben; oder über die Gesetzgebungsverfahren; über die Unabhängigkeit der Rechtsprechung, die an die Stelle der aktuellen treten soll, und deren Aufgabe es ist, die verabschiedeten Gesetze unparteiisch umzusetzen; über die Presse- und Vereinigungsfreiheit, die zur Aufklärung der öffentlichen Meinung und zur effektiven Teilhabe aller Bürger am staatlichen und gesellschaftlichen Leben unentbehrlich ist. Lediglich zwei Fragen bedürfen weiterer Klärung, da sie in diesem Augenblick für unser Land von besonderer Wichtigkeit sind: die Beziehungen des Staates zur Kirche und die Form der politischen Vertretung.

a) Das Konkordat, mit welchem der Vatikan in Italien einen Vertrag mit dem Faschismus geschlossen hat, muss zweifelsohne annulliert werden, um den rein weltlichen, laizistischen Charakter des Staates zu unterstreichen, und um auf unwiderrufliche Weise das Primat des Staates über das gesellschaftliche Leben festzuschreiben. Alle religiösen Bekenntnisse müssen auf gleiche Weise respektiert werden, doch sollen keine staatlichen Gelder mehr an die Kirchen fließen.

b) Das vom Faschismus mit der korporativen Ordnung errichtete Kartenhaus wird zusammen mit den anderen Bestandteilen des totalitären Staates in sich zusammenfallen. Manche meinen, dass in diesen Trümmern das Material für eine neue Verfassung gefunden werden kann. Wir sind nicht dieser Meinung. Die korporativen Kammern, deklariert als branchen- und berufsständische Vertretungen, sind in den totalitären Staaten nichts anderes als ein die Rechte der Arbeiter verhöhnendes Instrument des Polizeistaats. Selbst wenn diese korporativen Kammern wirkliche Interessensvertretungen der verschiedenen Wirtschaftsbranchen wären, so sind die repräsentativen Organe der verschiedenen Berufskategorien niemals befähigt, in Fragen der allgemeinen Politik zu entscheiden, und in den rein wirtschaftlichen Fragen würden die mächtigsten und stärksten korporativen Vertretungen die Vorherrschaft über die schwächeren gewinnen. Den Gewerkschaften wird weitgehend die Aufgabe zufallen, mit den staatlichen Organen zusammenzuarbeiten, die für die Umsetzung gewerkschaftlicher Forderungen und Interessen zuständig sind. Es ist aber auszuschließen, dass ihnen eine gesetzgebende Funktion zugesprochen wird, denn dies würde eine Feudalanarchie im Wirtschaftsleben bedeuten, was zu einem neuen politischen Despotismus führen würde. Für viele, die sich blauäugig vom Mythos des Korporativismus verführen ließen, könnte die Idee einer Neu- und Umgestaltung dieses Systems verlockend sein; aber es muss eingesehen

werden, wie absurd diese konfuse Lösung war. Der Korporativismus kann nur in der Form existieren, die er in den totalitären Staaten angenommen hatte, als Mittel zur Kontrolle und Reglementierung der Arbeiter durch regimetreue Funktionäre, die jede Aktion und Handlung im Interesse der regierenden Kaste überwachen.

Die revolutionäre Partei kann nicht erst im entscheidenden Moment dilettantisch und unvorbereitet aus dem Boden gestampft werden, sondern muss ab sofort wenigstens ihre zentrale politische Grundhaltung, ein allgemeines Rahmenprogramm und einen allgemeinen Aktionsplan ausarbeiten und festlegen. Sie sollte kein heterogenes Agglomerat verschiedener Strömungen sein, die sich nur aus einer Negativhaltung heraus als Übergangslösung zusammenschließen, das heißt aufgrund ihrer antifaschistischen Vergangenheit und in der bloßen Erwartung des Zusammenbruchs des totalitären Regimes, um dann wieder ihrer eigenen Wege zu gehen, sobald dieses Ziel erreicht ist. Die revolutionäre Partei weiß dagegen, dass ihre Arbeit mit dem Zusammenbruch des Totalitarismus erst wirklich beginnt. Deswegen muss sie aus Männern und Frauen bestehen, die bezüglich der wichtigsten Probleme der Zukunft einer Meinung sind.

Die Partei muss mit einer durchdachten Propaganda alle Unterdrückten des aktuellen Regimes erreichen, und die individuellen und schichtspezifischen Fragen aufgreifen, die am schmerzlichsten und dringendsten empfunden werden, in der Folge muss jedoch auch der Zusammenhang mit anderen Problemen und deren wahre Lösung aufgezeigt werden. Aber aus dem dauernd anwachsenden Umkreis ihrer Sympathisanten dürfen in den engeren Kreis Organisation der Bewegung nur diejenigen aufgenommen werden, die die europäische Revolution zum Hauptziel ihres Lebens gemacht haben und die diszipliniert Tag für Tag die nötige Arbeit leisten, die umsichtig und fortwährend für die Sicherheit aller Mitglieder sorgen, auch in Situationen der härtesten Illegalität, und die so das solide Netzwerk bilden, das dem labileren Umkreis der Sympathisanten Rückhalt verleiht.

Obwohl die Partei keine Gelegenheit auslassen und kein Wirkungsfeld vernachlässigen darf, um ihre Ideen zu verbreiten, muss sie doch ihre Bemühungen vor allem auf die Kreise konzentrieren, die als Katalysator zur Verbreitung von Ideen und auch als Rekrutierungsfeld kampfbereiter Männer am wichtigsten sind. Dies sind zuallererst die beiden sozialen Gruppen, die die Dramatik der aktuellen Lage am stärksten empfinden und die auch in der Zukunft entscheidend sein werden, und zwar die Arbeiterklasse und die Intellektuellen. Erstere haben sich der totalitären Geißel am wenigsten gebeugt, sie werden am schnellsten bereit sein, ihre Reihen neu zu ordnen. Die Intellektuellen, insbesondere die jüngeren, fühlen sich durch die herrschenden

Despoten am meisten erstickt und angewidert. Nach und nach werden sich auch andere Schichten unvermeidlich von der allgemeinen Bewegung angezogen fühlen.

Jede Bewegung, die die Aufgabe verfehlt, diese Kräfte an sich zu binden, ist zur Erfolglosigkeit verdammt. Einer Bewegung, die nur aus Intellektuellen besteht, wird es am Rückhalt der Massen fehlen, der nötig ist, um den Widerstand der reaktionären Kräfte zu brechen, und eine solche Partei und die Arbeiterklasse würden sich gegenseitig misstrauen. Selbst wenn sie von demokratischen Gefühlen beseelt wäre, wäre sie doch geneigt, sich angesichts von Schwierigkeiten durch Mobilisierung aller anderen Klassen gegen die Arbeiter auf eine faschistische Restauration hin zu bewegen. Würde sich die Bewegung dagegen allein auf das Proletariat stützen, fehlte ihr die Klarheit des Denkens, die nur von den Intellektuellen kommen kann und notwendig ist, um die neuen Aufgaben und die neuen Wege richtig einzuschätzen. Sie würde im alten Klassendenken verhaftet bleiben, überall Feinde sehen und unvermeidlich in die doktrinäre kommunistische Lösung stolpern.

Während der revolutionären Krise ist es Aufgabe dieser Bewegung, die fortschrittlichen Kräfte zu organisieren und zu führen, auch unter Nutzung aller spontan im Schmelztiegel der revolutionären Massen entstehenden Volksorgane, die sich hier nicht versammeln, um Volksabstimmungen zu veranstalten, sondern weil sie darauf warten, in die richtige Richtung geführt zu werden. Unsere Bewegung bezieht ihre Vision und die Gewissheit darüber, was zu tun ist, nicht aus der Vorwegnahme eines noch gar nicht ausgebildeten Volkswillens, sondern aus der Gewissheit, die tief liegenden Bedürfnisse der modernen Gesellschaft zu vertreten. Unsere Bewegung gibt auf diese Weise die ersten Grundsätze für die neue Gesellschaftsordnung und den ersten sozialen Rahmen für die noch amorphen Massen. Durch diese Diktatur der Revolutionspartei wird der neue Staat geschaffen und mit ihm die neue, wahre Demokratie.

Es ist nicht zu befürchten, dass eine derartige Revolutionsregierung notwendigerweise in eine neue Despotie führt. Dies würde nur geschehen, wenn die neu geschaffene Gesellschaftsform auf der Unterwürfigkeit der Untertanen aufgebaut wäre. Wenn aber die Revolutionspartei mit fester Hand von Anfang an die Voraussetzungen für ein Leben in Freiheit schafft, also eine Gesellschaftsordnung, in der alle Bürger wirklich am staatlichen und gesellschaftlichen Leben teilhaben, dann wird deren Weiterentwicklung, auch durch eventuelle unbedeutende politische Krisen hindurch, in Richtung eines wachsenden Verständnisses und Akzeptierens der neuen Ordnung von Seiten aller Bürger und Schichten verlaufen, und deswegen das Funktionieren freier politischer Institutionen in immer größerem Maße ermöglichen.

Heute ist der Augenblick gekommen, um die alten drückenden Lasten abzuwerfen, und bereit und offen zu sein für das Neue, das so ganz anders sein wird, als man es sich vorgestellt hatte. Die, die versagt haben im alten Regime, müssen die politische Bühne verlassen, und neue Energien unter den jungen Menschen müssen erweckt werden. Heute suchen und finden sich alle, die die Gründe der gegenwärtigen Krise der europäischen Zivilisation erkannt haben, und sie beginnen die Zukunft neu zu gestalten, und deshalb treten sie jetzt das Erbe all der Bewegungen an, die für die Menschlichkeit gekämpft haben, die aber bisher gescheitert sind, weil sie sich ein falsches Ziel gesetzt oder aber zu falschen Mitteln gegriffen haben.

Der Weg, der uns erwartet, ist weder leicht noch sicher. Aber wir müssen ihn gehen, und wir werden es tun!

Altiero Spinelli - Ernesto Rossi